

FISSURES N° 005

Janvier 2007

LES FRONTIERES : LIEUX DE DIVISION OU PASSERELLES D'ECHANGE ?

**Impact de la fermeture de la frontière
entre Goma et Gisenyi**

Goma, janvier 2007

TABLE DES MATIERES

Préface, <i>Onesphore Sematumba</i>	3
I. Impact de la fermeture de la frontière entre Goma et Gisenyi	
Secteur 1 : Echanges des biens, <i>Paul Senzira</i>	9
Les acteurs impliqués dans les échanges réels.....	10
Les exportations de Goma vers Gisenyi.....	12
Evolution des quantités des produits consommés à Goma importés de Gisenyi.....	13
Stratégies de contournement de la mesure.....	16
Secteur 2 : Administrations locales et recettes publiques, <i>Primo Rudahigwa et Muhindo Kasekwa</i>	18
RDC.....	18
Nature des taxes perçues.....	18
Recettes des entreprises étatiques frontalières durant la période de fermeture.....	20
Cas des taxes de la province.....	22
Rwanda.....	30
Domaine douanier.....	30
Domaine commercial.....	31
Secteur 3 : Education, <i>Elie Jonas Tambwe</i>	32
A Goma.....	32
A Gisenyi.....	35
Secteur 4 : Des banques et du transport transfrontalier, <i>Y. Musoni</i>	38
Des banques.....	38
Du transport des personnes et des biens.....	46
Transport terrestre.....	47
Transport aérien.....	56
Conclusion, <i>Onesphore Sematumba</i>	63
II. Goma-Gisenyi : vers des échanges plus équitables et plus fructueux pour les populations locales ? <i>Christiane Kayser</i>.....	66

PREFACE

La sous- région des Grands lacs africains constitue un lieu de tous les paradoxes. Le premier d'entre ces paradoxes est que l'espace ainsi désigné n'a pas de limites précises ; celles-ci varient en fonction des intérêts des puissances dans des contextes précis. En effet, alors que, du point de vue strictement géographique, cette région correspondrait aux pays riverains des lacs du Rift Valley (RDC, Rwanda, Burundi, Ouganda et la Tanzanie), il est courant de la voir s'étirer « des grands lacs à la mer »¹ lors des grands sommets politiques. Dans le cadre de notre recherche-action autour des dynamiques transfrontalières, nous la limiterons à l'espace géographique, c'est-à-dire l'Est de la RDC, le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda, avec un accent particulier sur les flux économiques et humains entre la frontière orientale de la RDC et celle, occidentale, du Rwanda.

Même ainsi rétréci, cet espace garde ses paradoxes, notamment du fait de la qualité des relations entre ces voisins. Si, généralement, les populations des deux côtés de la frontière ont développé des liens transfrontaliers riches et intenses depuis que cette frontière a été érigée par les puissances coloniales, il n'en a pas toujours été de même au niveau de leurs dirigeants politiques. En effet, Kinshasa et Kigali étant distants de près de 2300 kilomètres, les décisions prises au niveau des capitales prennent rarement en compte les intérêts d'une population de près de 2 millions d'habitants ayant des liens culturels et économiques séculaires.

¹ Du nom d'une chronique de la Radio onusienne en RDC, Okapi.

Objectifs de la recherche

Notre travail sur le transfrontalier s'inscrit essentiellement dans la recherche des dynamiques transfrontalières locales susceptibles de constituer un socle sur lequel pourraient se bâtir des structures d'intégration régionale qui s'inscriraient dans la durée, parce que pensées à partir du vécu des populations et non dans des cabinets d'experts en relations internationales.

L'autre objectif de ce travail est de réduire la vision tronquée des réalités locales, en mettant en évidence l'interdépendance des économies de part et d'autre des frontières (qui sont si souvent invisibles !), ce qui est un premier pas dans l'identification des intérêts communs des populations en vue de les promouvoir et réduire ainsi la méfiance entre des acteurs condamnés à vivre en complémentarité et non dans l'adversité.

De part et d'autre de cette frontière, les problèmes sont communs, mais ils sont rarement partagés. Les solutions, elles, sont parfois transfrontalières, mais rares sont celles qui résultent d'une volonté consciente des gouvernants : elles sont plutôt le résultat des réflexes populaires. C'est pour valoriser ces initiatives et les faire inscrire dans les politiques nationales et régionales que nous inscrivons ce travail.

Pour lancer ce travail, nous sommes partis d'un événement factuel : la fermeture de la frontière entre Goma et Gisenyi en juin -juillet 2004. Pendant un mois, à la suite des soubresauts politiques dont cette partie du monde a le secret, le trafic entre les deux villes a été sérieusement entravé, entraînant un important manque à gagner tant pour les acteurs congolais que pour ceux du Rwanda.

Fermeture de la frontière entre Goma et Gisenyi : contexte historique et politique

Les mois de mai, juin et juillet 2004 auront été très mouvementés dans la sous-région des Grands Lacs, mettant en péril les fragiles équilibres politiques et diplomatiques qui se mettaient poussièment en place après plus ou moins une décennie des crises violentes presque toujours liées au rejet inter-identitaire.

Le 16 mai, alors que les nouveaux gouverneurs des provinces nommés par le gouvernement de transition conformément aux accords de partage des pouvoirs négociés en Afrique du Sud prêtent enfin serment à Kinshasa. Bukavu, à 2000 kilomètres plus à l'Est, à la frontière avec le Rwanda, vit des moments de confusion qui dénotent de la complexité des problèmes congolais.

En effet, ce jour-là commencent des affrontements entre le général Mbudza Mabe, commandant de la 10^{ème} Région militaire dont Bukavu est le chef-lieu, et son second, le colonel Jules Mutebutsi. La situation est suffisamment sérieuse pour que le chef de la diplomatie congolaise de l'époque, Antoine Ghonda Mangalibi, fasse le déplacement de Kigali pour rassurer le voisin rwandais, alors que son homologue Charles Murigande déclare que : « On ne peut être qu'inquiet quand la maison du voisin brûle ». Dès le dimanche 30 mai, le général Laurent Nkunda, un officier de la 8^{ème} région militaire correspondant au Nord Kivu (chef-lieu Goma), est signalé à Kavumu à la tête des troupes qui font mouvement vers Bukavu pour soutenir le colonel Mutebutsi et selon ses dires, sauver les Banyamulenge d'un génocide en cours dans cette ville.

Le mercredi 2 juin, la ville de Bukavu tombe aux mains de ceux qu'on appelle désormais les insurgés. Le siège de Bukavu aura occasionné beaucoup de préjudices à toutes les couches de la population de

cette ville, toutes ethnies confondues. Laurent Nkunda et Jules Mutebutsi régneront sur une ville fantôme pendant une semaine, du 2 au 9 juin, date du retour triomphal du général Mbudza Mabe, à la suite du forcing diplomatique du ministre belge des Affaires étrangères d'alors, Louis Michel après que de violentes manifestations populaires aient pris comme cibles le gouvernement de transition pour incapacité d'assurer la protection des citoyens et la communauté internationale accusée de complicité et de non-assistance à ville en danger. Le gouvernement congolais de transition, quant à lui, pointera un doigt accusateur en direction de Kigali, accusé d'appuyer en hommes et en logistique les éléments de Mutebutsi et de Nkunda.

Pour prouver sa non –implication dans cette affaire, le gouvernement de Kigali décida unilatéralement de fermer sa frontière d'avec la RD Congo. Au matin du dimanche 6 juin, les habitants de Goma et de Gisenyi se réveillèrent séparés par une vraie frontière à l'européenne, n'en croyant ni leurs yeux, ni leurs oreilles, échangeant des messages par-dessus des poteaux métalliques.

Domaines de l'étude

L'étude a exploré tous les domaines susceptibles de nous fournir des indicateurs sur les effets concrets de cette fermeture sur les institutions et sur les populations : le secteur de l'éducation, le secteur des échanges des biens, les administrations locales et recettes publiques, les banques et les transports.

a) L'éducation

La période de juin est très cruciale dans le système éducatif en ce qu'elle correspond aux épreuves de fin d'année scolaire. Or les écoles congolaises accueillent des écoliers, des élèves et des étudiants rwandais, alors que quelques Congolais enseignent dans

les écoles du Rwanda. Elie Jonas Tambwe, journaliste et enseignant, étudie l'impact de la fermeture de la frontière dans ce secteur sensible de l'Education.

b) Echanges des biens

Le Chef de travaux Paul Senzira jette ensuite un regard d'économiste sur les effets économiques de cette décision politique sur les relations économiques entre deux villes jumelles, étant donné l'interdépendance économique qui est la caractéristique des nations modernes.

c) Administrations locales et recettes publiques

Le journaliste Primo Pascal Rudahigwa et le politologue Muhindo Kasekwa se penchent sur le manque à gagner enregistré par les administrations au niveau de recettes publiques des deux côtés de la frontière pendant cette période.

d) Banques et transport transfrontalier

Un autre politologue, Yves Musoni Musana, clôture cette recherche par le comportement des secteurs des services que sont la communication, le transport et les banques durant cette période de 28 jours.

Contraintes méthodologiques

Le travail n'a pas été facile. En effet, non seulement son champ est vaste et complexe, mais encore il a posé un problème sur la récolte de certaines données utiles pour sa réalisation notamment les données chiffrées et les statistiques. Ces dernières étaient réservées exclusivement à l'usage interne de certaines institutions visitées. Une autre difficulté sur laquelle nos chercheurs ont buté est celle des divergences des données chiffrées selon les services contactés et même à l'intérieur des mêmes services, pour des raisons inconnues.

Ainsi, le nombre de camions de pétrole entrés à une même période par le même poste frontalier varie selon qu'on consulte les pointeurs à la frontière ou les archives du bureau, lorsque ces archives existent. En effet, il existe une volonté presque délibérée au sein de certains services publics congolais de détruire toute mémoire institutionnelle, au point qu'on se demande si les préposés à ces services ne se confondent pas avec leurs postes, n'envisageant en aucun moment que le service survit à ses animateurs et que pour assurer la continuité, les agents ont besoin d'archives bien tenues, tout comme les chercheurs pour des raisons scientifiques.

Cette recherche ne visait point le jugement des décisions prises souverainement par des gouvernements. Les frontières, même arbitrairement tracées par les colonisateurs dans l'unique but de délimiter leurs espaces d'intérêts, font partie d'un passif historique que nous devons assumer. Cependant, ce respect des frontières devrait aussi tenir compte de la vie des populations transfrontalières .

Selon Ousmane Sy, homme politique malien, que je paraphrase : « *Les frontières, on ne peut ni les déplacer ni les effacer ; il faut les dépasser* »! De cette étude pourraient se dégager quelques lignes de dépassement.

Des lignes de dépassement, notre collègue Christiane Kayser nous en propose justement quelques - unes dans la seconde partie de cette brochure à travers sa réflexion intitulée « *Frontière Goma - Gisenyi : vers des échanges plus équitables et plus fructueux pour les populations locales? Perspectives et axes de travail* ». Elle y pose les jalons d'une démarche qui devrait conduire à une redéfinition de la frontière qui, loin de constituer toujours un problème, peut –et doit- de venir une solution pour les populations.

Bonne lecture à tous, et nos vœux les meilleurs pour l'année 2007.

Onesphore Sematumba
Janvier 07

I. IMPACT DE LA FERMETURE DE LA FRONTIERE ENTRE GOMA ET GISENYI

SECTEUR 1 : ECHANGES DES BIENS

*Par Paul SENZIRA,
Chef de Travaux en Economie,
Enseignant au Centre universitaire de Goma*

Introduction

Les décisions prises par les hommes politiques sont souvent de nature à bouleverser le déroulement des activités économiques. Leurs répercussions s'observent au niveau de la production, de l'échange et de la consommation des biens et services et dans les opérations de répartition des richesses et du revenu à l'échelle nationale ou locale. Au début du mois de juin 2004 les relations entre le Rwanda et la RDC se sont de plus en plus détériorées à la suite des conflits armés observés dans la ville de Bukavu.

Cette étude cherche à établir l'impact de cette décision du gouvernement rwandais sur les échanges des biens entre les villes de Goma (en R.D.C.) et de Gisenyi (au Rwanda). Elle privilégie la comparaison des quantités des biens importés et la période allant de Janvier à Août 2004. Il s'agira des quantités ayant fait l'objet des transactions entre ces deux villes.

Les données analysées proviennent des sources officielles congolaises. Elles ont été prélevées des statistiques conservées par la Division Provinciale du Commerce Extérieur et la Direction Provinciale de l'OFIDA du Nord-Kivu à Goma. Elles ont été

complétées par les statistiques des prix agricoles tirées des archives de la Division Provinciale de l'Agriculture du Nord-Kivu et du Bureau de l'Economie et Pétrole de la ville de Goma. Les données sur l'informel ont été collectées auprès des acteurs impliqués dans les transactions concernées.

Dans la suite, l'étude aborde successivement les acteurs impliqués par les échanges ci-haut évoqués, les quantités des produits principalement échangés et à défaut de certaines quantités, l'évolution des prix de quelques biens.

1. Les acteurs impliqués dans les échanges réels entre Goma et Gisenyi

Aucune opération économique ne peut avoir lieu sans agent économique. Plusieurs acteurs participent aux échanges réels entre Goma et Gisenyi. Ces agents économiques relèvent du secteur public et du secteur privé. Ils comprennent les Administrations publiques et privées, les entreprises et les ménages.

1.1. Les administrations publiques locales

Les Administrations publiques qui interviennent dans les échanges entre Goma et Gisenyi sont notamment les Offices de contrôle de la qualité des produits, les Administrations douanières et des impôts, les services des Ministères du Commerce Extérieur, de la Santé publique. Chaque Administration publique a ses missions propres. En particulier, les Administrations douanières et les services du Ministère du commerce extérieur prélèvent les quantités des produits importés et exportés et lèvent des taxes à l'entrée et à la sortie des produits. Les produits échangés doivent répondre à certaines normes afin de ne pas nuire à la santé de leurs consommateurs. C'est pourquoi les offices de contrôle de leur qualité ont été établis dans chaque ville. En outre, les flux des intermédiaires commerciaux sont enregistrés par les services spécialisés de contrôle des migrations.

1.2. Les Entreprises sociétaires et individuelles

Elles sont d'origine congolaise, rwandaise et d'autres pays (surtout d'Asie). Elles exploitent le commerce de gros dans le cadre des opérations d'import-export. Du côté de la RDC, les entreprises les plus significatives sont EDINOKI, la COLOMBIERE, FINA-CONGO, SOCODAM, SOSAR et les maisons KALINDA, MBUGUJE, MUNSAD, KASHANDO et S.T.S. L'important comptoir d'achat de cassitérite M.C.M constitue la grande entreprise qui lie Goma et Gisenyi dans les opérations d'import-export.

1.3. Les associations privées et les ménages

Bien des confessions religieuses participent aux échanges entre Goma et Gisenyi. Il est de plus en plus observé un mouvement des prêtres entre les deux villes. Ce mouvement s'accompagne de flux de biens que les administrations douanières ne contrôlent pas parfaitement étant donné la confiance accordée à ces religieux⁽¹⁾. On doit retenir que plusieurs ménages de ces deux villes tirent leurs revenus de l'échange transfrontalier des produits essentiellement vivriers. La participation des femmes et des personnes handicapées est très importante. Les personnes handicapées de la ville de Goma ont créé une véritable association qui s'occupe du transport des produits à l'aide des charrettes. On comprend donc que la décision de fermeture de la frontière n'a pas été appréciée par bien des ménages de deux villes voisines.

2. Les échanges réels

⁽¹⁾ Propos d'un agent de l'Administration douanière congolaise.

Que la RDC soit essentiellement exportatrice des produits miniers n'est plus un fait à vanter. Elle s'est spécialisée selon ses acquis naturels. Ainsi, offre-t-elle au Rwanda, à partir de Goma, des produits tels que la cassitérite et le coltan (colombo-tantalite). Elle fournit également et à titre informel, quelques produits de ses cultures pérennes comme l'huile de palme et le café. Des quantités non négligeables de bananes et de haricots font également l'objet des exportations non enregistrées par l'OFIDA.

Le Rwanda sert principalement de pays de transit des produits à destination de la ville de Goma en provenance principalement de l'Asie en passant par le port de Mombasa au Kenya. Cependant, il fournit à la ville de Goma une partie de ses produits agricoles d'origine végétale (fruits de tomates) et animale (viande, lait frais, oeufs et poulets). Dans la suite, nous allons analyser l'évolution des quantités de principaux produits échangés entre Goma et Gisenyi de janvier à août 2004.

2.1. Les exportations de la ville de Goma vers Gisenyi

Les sources officielles ont retenu la cassitérite comme principal produit actuellement vendu à la ville de Gisenyi à partir de Goma. Le tableau 1 présente l'évolution des quantités de cassitérite offertes à la ville de Gisenyi sur la période sous revue

Tableau 1 : Evolution des quantités de cassitérites offertes à Gisenyi à partir de Goma de janvier à août 2004 (en kg)

Mois	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Aout
Quantités	111800	41500	130000	67000	70000	40000	238000	100000
Variations relatives (%)	-	-62,8	+213	-48,5	+4,5	-42,8	+495	-58,0

Source : Archives de la Division Provinciale du Commerce Extérieur du Nord-Kivu

Au vu des données contenues dans ce tableau, on constate que la quantité de cassitérite vendue à Gisenyi a en moyenne augmenté

même si des baisses succèdent à des hausses. La période couverte par la mesure de la fermeture de la frontière Goma-Gisenyi est marquée par une chute sensible de cette quantité. En revanche, aux lendemains de l'annonce de l'ouverture de cette frontière - en juillet 2004 - les livraisons se sont accrues. Il s'agit des quantités qui étaient stockées dans les magasins du comptoir MPC situé près de l'aéroport de Goma.

Les exportations des produits vivriers (bananes et haricots) et de l'huile de palme ne sont pas enregistrées par les services du commerce extérieur congolais. Pour saisir leur importance pour le Rwanda et la RDC, nous avons mené une enquête auprès des revendeuses de ces produits à la frontière Goma-Gisenyi (à Birere). Des observations du terrain, nous avons constaté que ces agents économiques perçoivent en moyenne 2,5 \$ US et 1,75 \$ US par jour respectivement sur la vente de l'huile de palme et de ces deux produits vivriers précités. Il est évident qu'elles ont perdu pendant la période de fermeture de la frontière Goma-Gisenyi. Elles ont éprouvé des difficultés pour se positionner sur le marché local.

Si ces revendeuses ont perdu une part de leur marché, les consommateurs rwandais ont été également pénalisés par cette mesure. En effet, pour se procurer de ces produits, surtout l'huile de palme, les intermédiaires commerciaux rwandais ont été contraints de parcourir de grandes distances en vue d'atteindre les marchés congolais. Ils passaient par l'Ouganda et traversaient la localité de Bunagana pour s'approvisionner en ces produits à Goma et à Rutshuru.

2.2. Evolution des quantités des produits consommés à Goma importés de Gisenyi

Comme signalé précédemment, le territoire rwandais sert principalement de lieu de transit des produits en provenance de l'Asie et passant par le Kenya. Deux types de produits apparaissent

avec de fortes fréquences dans les statistiques officielles. Il s'agit des produits pétroliers et des habits usagés.

Le tableau 2 contient des données relatives aux quantités de ces produits entrées à Goma via Gisenyi sur la période sous revue.

*Tableau 2.
Evolution des quantités des produits pétroliers et des habits usagés entrées à Goma via Gisenyi de janvier à août 2004.*

Mois	<i>Janvier</i>	<i>Février</i>	<i>Mars</i>	<i>Avril</i>	<i>Mai</i>	<i>Juin</i>	<i>Juillet</i>	<i>Août</i>
Produits								
Pétrole (en l)	1149723	1429658	1121698	1751336	583494	958655	566195	1080272
Habits usagés (en KG)	558180	346850	417130	436641	260425	56440	248825	194425

Source : Archives de la Division Provinciale du Commerce Extérieur et Direction Provinciale de l'OFIDA/Nord-Kivu.

A partir de ces données, on s'aperçoit que la fermeture de la frontière entre ces deux villes a entraîné une diminution des quantités des produits et des habits usagés à destination de Goma. Cette baisse est antérieure à l'annonce de cette mesure. Car elle est apparue au mois de mai. Cela se justifie par des anticipations des agents économiques de la généralisation de la situation tragique vécue à Bukavu sur toute l'étendue de la partie congolaise frontalière avec le Rwanda. A l'annonce de l'ouverture de la frontière, les quantités importées transitant par Goma se sont accrues. Le prix du carburant a été influencé par cette mesure. En effet, avant son arrêt, il oscillait autour de 360 FC à Goma. A son annonce, il s'est accru jusqu'à atteindre 400 FC, voire plus à certains points de la ville de Goma.

D'autres produits qui transitent par le Rwanda avant leur consommation à Goma sont les véhicules et les pièces de rechange. La fréquence de ces produits est faible ; il est donc difficile de les incorporer à notre échantillon. Cependant, il convient de noter que

certains produits manufacturés écoulés dans les boutiques de Birere ont été rares pendant cette période. Les petits intermédiaires vendeurs du savon, du pétrole lampant, du lait de beauté, du sel et des boîtes d'allumettes en ont été frappés. Ils s'approvisionnent en ces produits sur les marchés rwandais.

Les produits d'origine purement rwandaise consommés à Goma ne sont pas de valeur d'échange élevée. Leur importance réside plutôt dans l'utilité absolue qui les caractérise et la nature des individus impliqués dans leur commercialisation, c'est-à-dire les femmes et les personnes handicapées. Ces agents jouent un rôle non négligeable dans la quasi-totalité des échanges entre Goma et Gisenyi. Les produits concernés sont essentiellement d'origine animale : viande de bœufs, produits de volaille (poulets et œufs), lait. Le principal produit d'origine végétale est la tomate. Les données concernant les quantités commercialisées de ces produits sont lacunaires. Il s'agit des biens qui circulent souvent de manière informelle. Cependant, il a été surprenant de constater que le lait frais a été très rare sur les marchés de Goma pendant la période de fermeture de la frontière. Les autres produits ont de sources d'approvisionnement fort diversifiées.

Pour mieux saisir l'importance de la fermeture de la frontière Gisenyi-Goma sur les mouvements de ces produits, il s'avère nécessaire d'examiner l'évolution de leurs prix à Goma.

Tableau 3.

Evolution de prix du lait frais, de la viande de bœuf, de poules et de la tomate fraîche à Goma de janvier à août 2004.

Mois	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août
Produits								
Viande de bœuf (FC/Kg)	800	800	800	800	800	1200	1000	800
Lait (FC/l)	400	400	400	400	400	n.d	400	400
Œuf de poule (FC/unité)	40	40	40	40	40	50	40	40
Poule (FC/unité)	1200	1200	1300	1300	1250	1400	1300	1300
Tomate fraîche (FC/Kg)	210	200	180	180	210	225	190	190

Source : Archives du bureau de l'Economie et du pétrole de la ville de Goma et Inspection provinciale de l'Agriculture du Nord-Kivu.

* Nos enquêtes pour août 2004, n.d = non disponible.

Les données contenues dans le tableau 3 révèlent que pendant la période de fermeture de la frontière entre ces deux villes, les prix des produits rwandais en partie consommés en R.D.C ont augmenté à Goma. Cela se justifie par la diminution de leur offre. Le prix du lait frais n e pouvait s'établir à Goma à cause de la quasi-disparition de ce produit sur le marché.

3. Stratégies de contournement de la mesure

Comme signalé précédemment, les agents économiques congolais et rwandais ne sont pas restés indifférents devant cette mesure. Les petits commerçants de la ville de Goma s'approvisionnaient frauduleusement de Gisenyi en laits de beauté et produits pétroliers, mais au prix de leur vie.

Pour accéder aux produits vivriers congolais, les commerçants rwandais ont eu à se passer de la frontière Goma-Gisenyi en empruntant l'axe Gisenyi-Ruhengeri-Cyanika-Bunagana. Cette dernière voie est longue et risquée, mais elle a en partie permis aux Rwandais de s'ouvrir sur la R.D.C.

Il convient de noter qu'une marche avait été prévue à Goma ; les organisateurs pensaient demander au Gouvernement rwandais de lever cette mesure afin de permettre la circulation des hommes et de leurs marchandises entre la R.D.C et le Rwanda.

Au terme de cette réflexion, il sied de noter que la fermeture de la frontière Goma-Gisenyi a exercé des effets pervers sur l'économie de ces deux villes. Goma a éprouvé des difficultés pour l'écoulement de sa cassitérite produite au Kivu et l'importation des produits pétroliers et des habits usagés. Gisenyi a perdu non seulement les droits sur les produits mais aussi un important marché de ses produits agricoles d'origine animale. Cette mesure a influé négativement sur le bien-être de la population de ces deux villes condamnées à vivre dans la complémentarité.

SECTEUR 2 : ADMINISTRATIONS LOCALES ET RECETTES PUBLIQUES

*par Primo P. RUDAHIGWA, journaliste et
MUHINDO KASEKWA, assistant au Centre Universitaire extension
de Goma, politologue.*

Les frontières entre la République Démocratique du Congo et la République Rwandaise étaient fermées sur ordre des autorités de Kigali du 05 juin au 3 juillet 2004. Nous avons mené consécutivement des enquêtes dans les villes de Gisenyi et de Goma, deux villes inséparables de par les réalités socio-économiques, historiques et géographiques qui les unissent. Nos recherches ont été orientées vers l'impact socio-économique de la fermeture de la frontière Goma-Gisenyi sur les administrations locales et les recettes publiques, notamment dans les domaines douanier, commercial, des revenus de l'Etat et du trésor public. Nous examinerons successivement les effets de cette mesure en RDC et au Rwanda.

1. En République Démocratique du Congo

1. 1. Nature de quelques taxes perçues à l'import-export en RDC

- *Le droit de douane*

Il est perçu par l'OFIDA et calculé sur la valeur CIF du bien importé moyennant des taux variables selon le type de biens. Nous avons essentiellement évalué l'impact de la mesure en étude sur l'évolution des droits de douane perçus à l'importation des produits pétroliers et à l'exportation des produits miniers.

- *Les frais de contrôle à l'importation*

Ils sont perçus par l'O.C.C et calculés à partir de la valeur CIF des biens importés.

- *Taxes versées à la DGRAD*

a) *Taxe pour opération d'importation*

Elle est perçue par la Division du commerce extérieure. Elle est fixée à 50\$ sur toute opération d'importation (cfr AI N°001/CABMCE/FIN/96 du 08.02.1996, art.3).

b) *Taxe payée au service d'hygiène et quarantaine*

Elle est versée à l'inspection de la santé publique et son taux varie selon la nature et la quantité des biens importés.

c) *Taxe payée pour le compte du Fonds de Promotion de l'Industrie*

Elle est fixée à 1,8% de la valeur CIF augmentée de droit d'entrée.

- *Autres taxes*

- a) La contribution sur les bénéfices industriels et commerciaux (BIC)
Elle est de 1 % si l'importateur possède une attestation fiscale et de 3 % de la valeur CIF dans le cas où il n'en possède pas.

- b) Taxe payée pour le compte de l'EAD/Province
Son taux est variable suivant la quantité et la nature des biens importés ou importés.

1.2. Recettes des entreprises étatiques frontalières durant la période de fermeture

Quelques entreprises étatiques oeuvrant à la douane Congolaise, notamment l'OCC (l'Office Congolais de Contrôle) et l'Office de Gestion de Fret Maritime «OGEFREM» présentent également un manque à gagner sur les recettes durant cette période.

- **Cas de l'Office Congolais de Contrôle (l'OCC)**

L'Office Congolais de Contrôle «OCC» fait journalièrement le relevé de production aux Importations et au Trafic Frontalier. Ce travail s'effectue à la grande et à la petite barrière.

Les rapports mensuels des mois de mai, juin et juillet 2004, nous révèlent que le mois de juin, période de la fermeture de la douane, les recettes de l'OCC sur les Importations et les trafics frontaliers ont baissé tel que les données nous l'indiquent dans les tableaux suivants :

a. GRANDE BARRIERE.

MOIS.	RELEVÉ DE PRODUCTION AUX IMPORTATIONS	RELEVÉ DE PRODUCTION AU TRAFIC FRONTALIER
Mai	7.028 \$	291 \$
Juin	923 \$	5 \$
Juillet	5.813 \$	359 \$

Source : Fiches rapports journaliers Bureau OCC Grande barrière.

Commentaire :

Les recettes de l'Office Congolais de Contrôle au niveau de la grande barrière pour le relevé de la production aux importations sont allées de 7.028 \$ pour le mois de mai 2004 jusqu'à 923 \$ soit une différence de 6.105 \$ durant la période de la fermeture de la frontière. Au mois de juillet, ces recettes ont augmenté de 923 \$ jusqu'à 5.813 \$ parce que la frontière venait d'être ouverte.

Quant à la taxe de relevé de la production au trafic frontalier, les recettes sont allées de 291 \$ au mois de mai, avant la fermeture de

la frontière à 5 \$ en juin pendant la période de la crise et à 359 \$ en juillet après la réouverture de la frontière.

b. PETITE BARRIERE.

MOIS	RELEVÉ DE PRODUCTION AUX IMPORTATIONS	RELEVÉ DE PRODUCTION AU TRAFIC FRONTALIER
Mai	-	492,4 \$
Juin	-	68,4 \$
Juillet	-	1.028 \$

Source : Fiches rapports journaliers Bureau OCC/Petite barrière.

Commentaire :

A ce niveau il n'y existe pas des importations c'est ce qui justifie que la taxe sur le relevé de production aux Importations n'est pas concernée.

En considérant les recettes de la taxe de relevé de production au trafic frontalier au mois de juin 2004, ce tableau démontre la différence due à la crise de la fermeture de la douane par rapport aux mois de mai et juillet 2004.

- **Cas de l'Office Congolais de Gestion de Fret Maritime.**

L'Office Congolais de Gestion de Fret Maritime «OGEFREM» perçoit une commission sur les marchandises qui transitent par les mers en Import et Export. Pour le cas de Goma, ces marchandises en provenance de Mombassa traversent la République Rwandaise pour arriver à la douane Congolo-Rwandaise.

L'OGEFREM déduit de son chiffre d'affaires 18% pour le compte du trésor public.

Considérant la période de la fermeture de la douane, cette taxe à verser au compte du Trésor Public est passée de 166.246 FC au mois de mai à 91.688 FC pour le mois de juin 2004.

Pour le mois suivant, celui de juillet, elle a augmenté jusqu'à 213.247 FC.

Cette différence montre à suffisance l'impact de la fermeture de la frontière sur cette taxe et le manque à gagner sur les revenus de l'Etat. Cette différence est considérable si nous comparons les taxes que l'OGEFREM verse au compte du Trésor Public à partir du mois de janvier 2004:

Mois	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet
Montant	288.215	215.621	226.941	248.184	166.246	91.688	213.247
	FC	FC	FC	FC	FC	FC	FC

Source : Rapports mensuels / comptabilité OGEFREM / Goma.

Commentaire :

A partir du mois de mai, la crise s'annonçait dans la Région. Les opérateurs économiques hésitaient de passer commande. C'est ainsi que vous constaterez dans le tableau ci-haut, que la taxe du Trésor Public a commencé à connaître des modifications à partir du mois de mai, la baisse a été très remarquable au mois de juin 2004, au moment de la rupture du trafic frontalier entre Goma et Gisenyi.

1.3. Cas des taxes de la Province

S'agissant des taxes de la Province, il y a eu sûrement un déficit sur la taxation des produits et autres marchandises en provenance de l'étranger qui transitent par la douane.

Il s'agit par exemple des **produits pétroliers** dont le Gouvernorat de Province perçoit 75,60 \$/m³ d'essence, 87,99 \$/m³ de gasoil. En comparant la quantité importée des produits pétroliers durant les mois de mai, juin et juillet 2004, les statistiques de SEP CONGO (entreprise chargée de contrôler la qualité des produits pétroliers au Congo) indiquent qu'au mois de mai, 34 camions des produits pétroliers ont été déclarés à la douane de Goma, 4 camions seulement ont été enregistrés à cette même douane pour le mois de juin et 14 camions pour celui de juillet 2004. Cette différence

remarquable du mois de juin est un indice considérable de l'impact de la fermeture de la douane pendant cette période.

La moyenne de la taxe provinciale sur ces produits (essence et gasoil confondus) pour les trois mois de référence se présente de la manière suivante :

MOIS	QUANTITE IMPORTEE	MOYENNE TAXE PROVINCIALE PERCUE
Mai	1.399 m ³	90.935 \$
Juin	220 m ³	14.300 \$
Juillet	1.455 m ³	94.575 \$

Source : - Fiches de pointage/Bureau SEP - GOMA.
- Rapports financiers comptabilité SEP - GOMA.

Un autre exemple, c'est celui de la **taxe provinciale et du trésor public** et perçue sur les exportations des **produits miniers**. Les statistiques des exportations de la Division Provinciale des Mines indiquent que les conséquences de la fermeture de la frontière Rwandaise durant le mois de juin 2004 sont considérables :

MOIS	MINERAIS	QUANTITE EXPORTEE	TAXE PROVINCIALE	TAXES DU TRESOR PUBLIC
Mai	Cassitérite	50.000 Kgs	400 \$	4.500 \$
	Pyrochlore	64.800 Kgs	5.980 \$	6.890 \$
Juin	Cassitérite	20.000 Kgs	160\$	1.800\$
Juillet	Cassitérite	476.146 Kgs	3.816 \$	42.930 \$
	Pyrochlore	108 Kgs	864 \$	9.720 \$

Source : - Autorisations d'exportation / Division des Mines.
- Bordereaux de versement/ classement Division des Mines.

Commentaire :

Ce tableau indique qu'au cours du mois de juin les quantités des minerais exportées sont inférieures à celles du mois de mai et juillet 2004.

C'est ce qui justifie la baisse de la taxe du Trésor Public et de la province durant cette période.

Les opérateurs économiques exportateurs des minerais ont pris l'option de traverser par la frontière de Bunagana entre le Congo et l'Uganda. C'est ainsi que toutes les recettes du Rwanda dans ce domaine ont été récupérées du côté de l'Uganda. Cela a constitué sûrement un manque à gagner à la République Rwandaise.

1.3. Evolution des recettes perçues à l'importation de janvier à août 2004 par catégories des produits

a) *Tableau 1 : Nombre d'opérations d'importation des produits divers par poste d'entrée de janvier à Août 2004.*

Mois	Janv	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Total
Poste d'entrée									
Gde Barrière	74	59	59	53	58	22	37	5	367
Ishasha	0	5	1	3	9	5	2	12	37
Bunagana	8	11	10	18	7	7	15	15	91
TOTAL	82	75	70	74	74	34	54	32	495

Source : *tableau réalisé à l'aide des données tirées du registre 'produits divers 2004' de la Division du commerce Extérieur/N-K*

Le nombre total d'opérations d'importation de janvier à Août 2004 est de 495 pour tous les trois postes d'entrée. Cela implique que le montant de la taxe pour opération d'importation perçue par la Division du commerce extérieur a été de 25.850\$ américains pour les produits divers (soit en moyenne 3.250\$ par mois). Cependant, le tableau ci-dessus montre que la fermeture de la frontière Goma-Gisenyi a provoqué une baisse sensible du nombre d'opérations d'importations (34 opérations en juin contre une moyenne mensuelle d'environ 65 opérations soit une baisse de 47,69%). La Division du

commerce Extérieur a donc connu un manque à gagner de 1549.92\$ US pour le mois de juin 2004 à la suite de cette décision.

Selon l'inspecteur des douanes et accises de l' OFIDA/N-K, la part des recettes perçues sur la valeur CIF des produits Divers est fort négligeable dans les recettes à l'importation. Seule la valeur CIF des produits pétroliers est déterminante à ce sujet. C'est pourquoi nous ne présenterons que l'évolution des valeurs CIF des produits pétroliers au détriment de celle des valeurs des « produits divers ».

*b) Tableau 2 : Nombre d'opération d'importation des **produits pétroliers** par poste d'entrée, de janvier à août 2004.*

Mois Poste d'entrée	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Total
Grande barrière	19	24	17	23	10	12	11	15	131
Ishasha	2	2	0	0	2	6	6	11	29
Bunagana	0	0	0	0	1	6	9	4	20
TOTAL	21	26	17	23	13	24	26	30	180

De janvier à août 2004 la Division du commerce extérieur du Nord-Kivu a enregistré 180 opérations d'importations des « produits pétroliers », soit une moyenne d'environ 23 opérations par mois. A partir du tableau ci-dessus, on constate que la fermeture de la frontière GOMA-GISENYI n'a pas eu d'effet sur le volume des opérations d'importations des produits pétroliers. Les opérateurs économiques engagés dans ce secteur ont pris l'option de passer par le poste de Bunagana.

Pour la moyenne de 23 opérations d'importations par mois, la division du commerce extérieur perçoit pour le compte du Trésor Public la somme de 1.150\$us. Ainsi pour les 24 opérations enregistrées au courant du mois de juin, la valeur des taxes perçues est de 1200\$ US. Ce qui montre que pour les produits pétroliers, le compte du Trésor Public n'a pas connu de baisse au sujet de la taxe

pour importation à la suite de la fermeture de la frontière Goma-Gisenyi.

c) Tableau 3 : Evaluation de la valeur CIF (en \$ us) des produits pétroliers par poste d'entrée de janvier en août 2004

Mois Poste d'entrée	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	août	Total
Gde Barrière	206.701.188	272710.183	173.749.523	63.642.205	197727730	183833073	14336170	01218785	1613918857
Ishasha	149.61383	20149.035	0	0	17362800	66441170	16646525	82783968	318344881
Bunagana	0	0	0	0	5.331.663	62198705	24463068	34186725	226180161
TOTAL	221.662.571	292.859.228	173.749523	63.642.205	220422193	312472948	55445763	18189478	2158443909

Source : Tableau réalisé à l'aide des données tirées du registre « produits pétroliers 2004 » de la Division du commerce Extérieur du N-K.

Le Rwanda est la principale porte d'entrée des produits divers et des produits pétroliers pour la ville de Goma. Il gagne abondamment des droits de transit pour la grande partie des produits entrant dans cette ville. C'est ainsi qu'en décidant de fermer la frontière Goma-Gisenyi, le gouvernement rwandais s'est pénalisé d'abord lui-même en se privant de tous ces droits de transit au profit de l'Ouganda.

En effet, le tableau ci-dessus montre qu'au cours des mois de juin et de juillet la valeur CIF des produits pétroliers importés à Goma n'a pas baissé. La mesure de fermeture de la frontière Goma-Gisenyi n'a pas eu d'effets négatifs en ce domaine, les importateurs des produits pétroliers ayant pris l'option d'entrer par l'Ouganda. C'est ainsi que par rapport au mois de mai, la valeur CIF des produits pétroliers entrés par le poste de Bunagana (Ouganda) a augmenté de 1066,59% pour le mois de juin et de 2234,41% pour le mois de juillet.

L'ouverture de la RDC sur l'Ouganda a donc protégé ce premier pays contre les effets de la fermeture de la frontière Goma-Gisenyi

sur le mouvement de tous les droits et taxes perçus sur la valeur CIF des produits pétroliers.

On peut ainsi se rendre compte que les frais de contrôle à l'importation ,perçus par l'O.C.C, la taxe payée pour le compte du FPI, la contribution sur les B.I.C ainsi que la taxe payée à l'OGEFREM n'ont pas connu de baisse dans leur performance en alimentation du compte du trésor public à Goma.

Bref , pour tous les droits et taxes perçus sur la valeur CIF des produits pétroliers importés dans la ville de Goma (y compris les droits de douane perçus par l'OFIDA), la fermeture de la frontière Goma-Gisenyi n'a pas provoqué les effets redoutés. Bien au contraire, c'est le gouvernement Rwandais qui a perdu l'avantage des droits de transit (aussi bien sur les produits divers que sur les produits pétroliers) au profit de l'Ouganda (du moins pour les seconds produits).

Tableau 4 :
Evaluation des montants estimatifs du droit de sortie sur la
cassitérite et le coltan à Goma de janvier à juillet 2004.

MOIS	QUANTITES	VALEUR FOB	DROIT DE SORTIE EN FC	DROIT DE SORTIE EN \$
Janvier	Sacs : 3132 Fûts : 58 Colis : 1453	69456910	2083707,3	5209,29
Fevrier	Sacs : 2930 Fûts : 134 Colis : 3	73869456	2216083,6	5540,20
Mars	Sacs : 2800 Fûts : 212 Colis : 100	87776260	2633287,8	6583,21
Avril	Sacs : 3800 Fûts : 71 Colis : 80	62830308	1884909,2	4712,27
Mai	Sacs : 2600 Fûts : 107 Colis : 4	69066381	2071991,4	5179,97
Juin	Sacs : 3700 Fûts : 382 Colis : 22	132412692	3972380,7	9930,95
Juillet	Sacs : 8009 Fûts : 608 Colis : 0	281667164	8450014,8	21125,03

Source : Tableau réalisé à l'aide des données tirées du registre « Exportation tous produits 2004 » de la Division du Commerce Extérieur du Nord-Kivu.

La fermeture de la frontière Goma-Gisenyi n'a pas entraîné une suspension des exportations de produits miniers du Nord-Kivu vers les pays étrangers. Elle a au contraire astreint les exportateurs concernés à se faire impérativement enregistrer auprès des services de l'Etat Congolais et à être ainsi soumis au paiement des droits et taxes y afférents (droits de sortie (3%), frais de contrôle perçu pour l'O.C.C (1%), taxes EAD/PROVINCE, etc.).

En effet, la grande perméabilité de la frontière Goma-Gisenyi fait scandaleusement de cette dernière un boulevard de fraude au détriment du Trésor Public Congolais. Nombreux particuliers Rwandais sont les principaux instigateurs de cette fraude². C'est ainsi qu'en suspendant tout mouvement transfrontalier, le gouvernement rwandais a, par sa décision de fermeture de la frontière Goma-Gisenyi, favorisé la maximisation des recettes perçues à l'exportation par les services publics Congolais (voir tableau ci-dessus).

En définitive, le fait pour La RDC de partager ses frontières avec un grand nombre de pays (9 au total) constitue un atout majeur pour pouvoir échapper aux effets désastreux qu'entraîneraient certaines tensions politiques avec un pays particulier.

C'est ainsi que le poste frontalier de Bunagana (pour l'Ouganda) a parfaitement servi d'exutoire suffisant pour divers produits importés ou exportés, permettant ainsi au Trésor Public Congolais de maintenir un certain équilibre malgré la fermeture de la frontière Goma-Gisenyi.

Il est important de souligner que cette stabilité des recettes publiques résulte essentiellement des initiatives populaires ; les services générateurs des recettes publiques n'y sont pour rien.

En effet, deux principales mesures prises par les opérateurs économiques de la ville de Goma ont permis de sauver le trésor public des effets de la décision de la fermeture de la frontière :

1) L'influence de certains opérateurs économiques auprès des dirigeants du gouvernement rwandais en vue d'obtenir des dérogations à l'application de la mesure précitée. Ainsi ,pendant

² NSABIMANA MALIRO, Problématique de l'évaluation des exportations du coltan par les services publics du Nord-Kivu. Cas de la Division provinciale du commerce extérieur Nord-Kivu, de 1999 à 2001 ;TFC inedit, UNIC-ISGEA/GOMA 2000-2001, p52

cette période ,plusieurs camionnettes appartenant à des particuliers ont pu franchir la frontière Goma-Gisenyi par la Grande Barrière. Certains opérateurs économiques ont noué des relations avec des officiers militaires pour obtenir l'autorisation de passage par la zone neutre. Une fois passés par cette voie, ces opérateurs ont alors fait appel aux services publics en vue de légaliser leurs importations et ainsi percevoir les droits de douanes y afférant.

2) D'autres opérateurs ont choisi de passer par le poste de Bunagana en dépit de l'insécurité. C'est surtout ce goût de risque de la part des opérateurs économiques qui a permis au trésor public congolais d'échapper aux effets de la fermeture de la frontière Goma-Gisenyi.

Cette réalité prouve que l'Etat vit essentiellement du dynamisme des populations et non pas forcément des innovations ou de l'expertise de ses multiples services administratifs.

2. AU RWANDA.

2. 1. Domaine douanier.

Toutes les recettes douanières de la République Rwandaise sont payées et contrôlées par le service appelé «**RWANDA REVENUE AUTHORITY**». Ce service est chargé de centraliser les recettes de l'Etat et lutter contre la fraude.

Les activités étaient arrêtées du 05 au 03 juillet 2004. Il n'y avait aucun mouvement et aucun trafic frontalier. Le mouvement de la population entre Goma et Gisenyi étant bloqué, les services douaniers ne fonctionnaient pas, ce sont les militaires qui sillonnaient le long de la frontière. Cependant, du matin au soir la douane était envahie par des Congolais et des Rwandais qui voulaient traverser pour aller au service, à l'école, au marché ou à l'hôpital. Quelques Congolais et d'autres étrangers en voyage étaient bloqués à Gisenyi. Ceux-là qui avaient des moyens passaient par le poste douanier de Bunagana, à la frontière avec l'Ouganda.

2. 2. Domaine commercial.

Les autorités de la préfecture et de la Mairie de Gisenyi que nous avons contactées nous ont précisé que le petit commerce entre la ville de Goma et celle de Gisenyi était complètement secoué par la mesure de fermeture de la frontière, les produits vivriers en provenance de la République Démocratique du Congo étaient rares sur le marché. Par contre les boucheries de Gisenyi ne parvenaient pas à écouler la viande facilement.

Durant cette période, les dépositaires de la BRALIRWA n'ont pas vendu la bière au rythme habituel. Mais la baisse n'a pas été considérable parce que les dépositaires de Gisenyi vendaient frauduleusement la bière Mitzing, Guinness, Primus et les limonades (sucrées) par la douane de Kabuhanga à la limite du Rwanda et du Territoire de Nyiragongo (RDC) au nord de Goma. C'était le quitte ou double parce qu'une fois attrapés ils perdaient et les marchandises et les emballages.

Les produits BRALIRWA se vendaient à ce niveau comme en temps normal ; cela se justifierait par le fait qu'aucune taxe n'était payée sur ces produits vendus frauduleusement. Un dépositaire de Gisenyi qui nous a donné ces détails a vendu de cette manière 500 casiers de Mitzing. Deux de ses collègues ont été arrêtés par les policiers de Rwanda Revenue Authority vers mi-juin, leurs marchandises ont été saisies. Ce dépositaire qui requiert l'anonymat n'a pas voulu citer les noms de ses collègues pour raison de sécurité.

Le déficit sur les revenus des taxes commerciales durant la fermeture de la frontière a poussé la préfecture de Gisenyi à revoir à la hausse la taxe de quelques produits vivriers en provenance de la République Démocratique du Congo, par exemple :

PRODUIT	TAXE AVANT FERMETURE	TAXE APRES FERMETURE
100 Régimes de banane	5.750 FR	10.000FR

Source : APROVEB (Association des Producteurs et Vendeurs des Bananes)

Commentaire.

Cette association (APROVEB) fournit à partir de Goma des régimes pour la fabrication du vin de banane à l'Etablissement DAMASCENE. Cet exemple démontre combien les autorités Rwandaises cherchent à récupérer le manque à gagner enregistré durant cette période.

SECTEUR 3: EDUCATION

*Par Elie Jonas TAMBWE,
Assistant à l'Institut Supérieur de l'Informatique et de Gestion et
journaliste.*

Nous allons maintenant examiner les incidences de la fermeture de la frontière entre les villes de Goma et de Gisenyi en juin 2004 dans le domaine de l'éducation. Pour des raisons de commodité, nous aborderons ces incidences par paliers, en traitant séparément de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur.

1. GOMA

1.1. Enseignement Supérieur

La ville de Goma héberge plusieurs universités et instituts d'enseignement supérieur. De l'UNIC à l'ULPGL, en passant par le CUEG, l'ISC, l'EFOBANC, le CIDEP, l'ISIG, l'ISDR/GL et l'UAGO. Parmi ces établissements, certains fonctionnent l'avant et l'après – midi. D'autres ne tournent que l'après-midi. Toutefois, il est une évidence ; nombreux étudiants rwandais de Gisenyi et même de

Ruhengeri ont pris leur inscription dans l'une ou l'autre institution. A titre d'exemple, l'Université du CEPROMAD (UNIC) compte 62 étudiants Rwandais sur un total de 156 soit 40% de son effectif, alors que le CIDEP compte 20,6% de Rwandais parmi ses étudiants, soit 20,6% . Tous ces étudiants se sont retrouvés bloqués de leur côté de la frontière.

De manière globale, il n'y a pas d'institution supérieure à Goma qui, d'une façon ou d'une autre, n'ait subi des perturbations dans son fonctionnement. Et selon que le pourcentage des étudiants rwandais était petit ou grand ces perturbations ont été non remarquables ou sensibles. En outre des mesures de sauvetage différent d'une institution à une autre : certaines ont organisé des séances de rattrapage, d'autres ne l'ont pas fait. Quelques-unes ont organisé une session spéciale pour récupération, d'autres ne l'ont pas admise. Tout compte fait, ces étudiants ont souffert de quelque manière de la fermeture de la frontière Goma Gisenyi. Ils ont raté les cours ou explications, les travaux pratiques (TP) et interrogations et même certains examens.

Comme la fermeture était fonction de Kigali, aucune démarche officielle n'a été amorcée auprès de ces institutions pour le bien de ces étudiants laissés à leur triste sort.

1.2. Enseignement Primaire Secondaire et Professionnel (EPSP)

1. SECONDAIRE :

Ecoles secondaires comptant des élèves rwandais dans leurs effectifs

Effectifs d'élèves	Total	Elèves rwandais	%
Ecoles			
1. Institut MAVUNO	504	277	54,96
2. Institut UMOJA	359	66	18,38
3. Institut GERME	183	46	25,13
4. Institut MAENDELEO	1166	30	2,57

5. Collège MWANGA	1200	22	1,83
-------------------	------	----	------

Source : Notre enquête

2. PRIMAIRE & MATERNEL :

Ecoles primaires et maternelles ayant des élèves Rwandais en leur sein

<u>Effectifs d'élèves</u>	Total	Elèves rwandais	%
Ecoles			
1 EPA	270	30	11,11
2 EP. GERME	336	14	4,16
1. EP. MAVUNO	1056	12	1,13
2. EP. BELGE	49	6	12,24
3. CSCO	372	8	2,15
4. EP. VOLCANS	644	10	1,55

Source : Notre enquête

Commentaire

De manière synthétique, la fermeture de la frontière Goma-Gisenyi a été un objet de gêne, de frustration ou de déstabilisation autant au supérieur qu'aux secondaire et primaire. Nombreux élèves ont été empêchés de se présenter aux examens de fin d'année. D'autres ont bénéficié d'une moyenne qui n'a pas résolu leur problème pour mériter de monter dans la classe supérieure. Des responsables d'écoles ont été troublés dans leur sérénité d'où le flottement dans le fonctionnement.

Les parents n'ont pas été épargnés, ils ont été perturbés par cette fermeture qui a contraint les élèves à être oisifs au lieu de se trouver en classe pour apprendre. A vrai dire la fermeture de la frontière a paru comme une mesure arbitraire et impopulaire ne respectant qu'une logique, celle du pouvoir sans se soucier des intérêts du peuple.

Concernant la passation du TEFEP (examen de fin du cycle primaire) et des examens d'Etat 2004, il convient de souligner que le TEFEP s'est déroulé deux jours avant la fermeture de la frontière soit exactement le 3 juin 2004. Et les examens d'Etat se sont déroulés après la réouverture de cette frontière, soit du 12 au 15 juillet 2004. De ce point de vue là, il y a eu plus de peur que de mal, même si les élèves de Gisenyi n'ont pas eu l'opportunité de participer aux dernières séances d'explications de cours par les enseignants.

2. GISENYI

2.1. Cas de l'Université Libre de Kigali (ULK)

L'ULK a ouvert une extension à Gisenyi le 5 octobre 2001. Ce campus reçoit, outre des étudiants et étudiantes de nationalité rwandaise, bon nombre d'étudiants congolais. Il en est de même, sinon davantage de professeurs congolais estimés à une soixantaine qui dispensent des cours dans cette extension et même au campus de Kigali.

Les étudiants congolais de différentes promotions ont raté au moins un examen et au plus trois. La mesure de fermeture de la frontière Goma-Gisenyi les a bloqués à Goma, à Bukavu ou ailleurs pendant que les travaux académiques se poursuivaient à Gisenyi. Environ 50 étudiants sont concernés par le blocage soit 4,54% de l'effectif dudit campus.

Comme perturbations :

- Du côté des professeurs (six dizaines au moins), trois étaient bloqués à Goma pendant que leurs enseignements étaient programmés pour le premier lundi qui a suivi la fermeture, c'est-à-dire le 6 juin 2004.
- Deux des enseignants sont passés par l'Ouganda pour atteindre l'ULK/Gisenyi, avec tout ce que cela induit comme dépenses, sans sous-estimer les risques de parcours. L'on sait que cette partie du territoire national (Goma-Bunagana) est plongée dans l'insécurité entretenue par les coupeurs de

routes et d'autres pirates sanguinaires. Pour éviter la perte de temps, le conseil de gestion de l'ULK/Gisenyi a décidé d'organiser les examens pour des cours déjà dispensés et dont les professeurs étaient disponibles.

- Des copies d'examens déjà corrigées sont restées bloquées à Goma et à Bukavu.

2.2. Enseignement primaire et secondaire :

Le cycle primaire rwandais s'exclut de l'étude du fait que ce cycle ne reçoit pas d'enseignants congolais. Les cours y sont généralement dispensés en Kinyarwanda. Ce cycle demeure l'apanage des nationaux. Exception faite de quelques écoles privées où le français côtoie le kinyarwanda. Ces écoles se compteraient au bout des doigts.

Quelques cas d'espèce :

- **ESSA :**
 - 23 enseignants sur les 33 que compte l'ESSA sont des congolais, soit 69,69%. Si quelques uns habitent Gisenyi, la majorité était en vacances à Goma ou ailleurs en RDC.
- **E.P.GI :**
 - 11 enseignants sur 16 sont des congolais, soit 68,75% du personnel enseignant de l'école des parents de Gisenyi.
 - Tous ces 11 enseignants sont restés figés à Goma alors que les élèves attendaient. Une semaine, soit du 6 juin au 11 juin, ils n'ont pas étudié du tout.
- **Collège NAZAREEN :**
 - 3 enseignants sur 12 sont de nationalité congolaise, soit 25% de l'ensemble.
 - Ces 3 enseignants étaient bloqués à Goma d'où l'arrêt de leurs cours et d'où également le retard dans la programmation.
 - Le collège a engagé des enseignants visiteurs qui ont exigé chacun 500 francs rwandais par heure.....
 - Les élèves internes ont souffert pendant cette période de fermeture de la frontière : le riz, la farine et l'huile qui généralement étaient

achetés à Goma, n'étaient plus accessibles. D'où l'absence de variété dans l'alimentation.

- Après la réouverture de la frontière chaque enseignant a repris ses cours. Et s'est mis au travail pour récupération du temps perdu.
- **Institut GACUBA II :**
- 10 enseignants sur 24 sont des congolais, soit 41,66% du personnel de GACUBA II.
 - La rentrée a eu lieu le 19 juin, deux semaines après la décision de fermeture de la frontière. Les dix enseignants étaient bloqués à Goma. En conseil de délibération, il a été décidé de laisser enseigner tous les professeurs nationaux (14) qui étaient disponibles.
- **Collège INYEMERAMIHIGO :**
- 20 enseignants sur 47 sont des Congolais, soit 42,55% du corps professoral.
 - Ces 20 enseignants sont restés bloqués à Goma ou ailleurs en RDC.

De manière globale, l'enseignement secondaire rwandais a subi les conséquences logiques de la fermeture de la frontière rwando-congolaise. Un retard est consécutif à l'arrêt des cours dispensés par des enseignants congolais qui, au nom de la coopération Sud-Sud, prestent dans l'enseignement rwandais. Les perturbations se sont étendues sur l'ensemble du territoire national du Rwanda étant entendu que les enseignants congolais se retrouvent dans presque toutes les provinces rwandaises.

3. Quelques leçons tirées de la fermeture de la frontière

Si un avantage est ce qui est utile, ce qui est profitable, la fermeture de la frontière Goma-Gisenyi, du 5 juin au 3 juillet, n'a pas eu d'avantages dans le secteur de l'éducation, tout le contraire.

- La fermeture de la frontière Goma-Gisenyi n'a pas été suivie des mesures d'accompagnement pour atténuer les effets de l'absence des enseignants bloqués.

- De nombreux parents de Goma qui ont des comptes bancaires à Gisenyi ont été empêchés (et frustrés) de retirer de leur argent pour la scolarité de leurs enfants.
- Des parents qui vivent des navettes Goma-Gisenyi et Gisenyi-Goma ont été anéantis par la fermeture de la frontière : ils n'ont plus su s'acquitter de leurs obligations vis-à-vis de la scolarité des enfants.

SECTEUR 4 : DES BANQUES ET DU TRANSPORT TRANSFRONTALIER

*Par Yves MUSONI MUSANA
Politologue et Chercheur Indépendant*

INTRODUCTION

Cette section analyse l'impact socio-économique de la fermeture de la frontière Gisenyi-Goma sur deux principaux secteurs notamment, les banques et le transport.

Les données que nous avons utilisées ont été récoltées par 3 principales techniques à savoir la technique documentaire, la technique d'observation et la technique d'enquête par interview.

Ces techniques nous ont permis non seulement de rassembler et de comparer les informations récoltées mais aussi et surtout de les analyser pour comprendre le phénomène socio-économique qu'une décision politique peut créer sur la vie d'une population fortement impliquée dans le mouvement transfrontalier notamment dans les banques et certaines agences de transport.

I. SECTEUR DES BANQUES

1.1. Aperçu général sur le secteur financier rwandais

Le secteur financier rwandais est composé de 6 banques commerciales et 3 institutions financières. Le secteur est contrôlé par une banque centrale indépendante. La Banque de Kigali et la Banque Commerciale du Rwanda sont les plus anciennes banques du pays, qui ont commencé leurs activités au début des années 1960 (1)

Tableau 1 : Description du système bancaire rwandais

Nom de Banque	Nature	Début activités	Actionnariat	Agences
Banque de Kigali	Commercial	24/12/1996	77% privé, 23% gouv.	8
BCR	Commercial	04/09/1963	55% privé, 45% gouv.	6
BCDI	Commercial	20/05/1995	100% privé	8
BACAR	Commercial	31/03/1983	99% privé, 1% gouv.	4
COGEBANQUE	Commercial	16/07/1999	100% privé	1
BANCOR	Commercial	20/05/1995	100% privé	1
BRD	Développement	05/08/1967	44% privé, 56% gouv.	-
CHR	Hypothécaire	29/05/1975	84% privé, 16% gouv.	-
UBPR	Coopérative	1975	98% privé, 2% gouv.	146

Source : RWANDATEL, *Annuaire téléphonique national, 2003-2004*, p.34

1.2. Les banques impliquées dans le mouvement transfrontalier (Gisenyi- Goma).

Les banques impliquées dans le mouvement transfrontalier identifiées au niveau de Gisenyi sont au nombre de quatre. Il s'agit de :

1. La BCDI : Banque de Commerce de Développement et de l'Industrie ;
2. La BCR : Banque Commerciale du Rwanda ;
3. La BANCOR : Banque à la Confiance d'Or et
4. La BK : Banque de Kigali.

Toutes ces banques sont de type commercial et presque tous leurs clients déposant en devises sont de Goma.

Le nombre de ces clients varie d'une banque à une autre. En effet, l'agence de la BCDI / Gisenyi a par exemple un effectif de 4.000 clients parmi lesquels 1.200 ont les comptes en devises et 2.800 en Francs rwandais. Soit un rapport de 30 % contre 70 %.

D'après les différents entretiens que nous avons eus avec les différents gérants, les clients non-résidents à Gisenyi ne sont pas généralement nombreux mais ont des activités importantes dans les banques de Gisenyi notamment, la BCR, la BANCOR, la BK et la BCDI.

Par exemple pour le seul cas de la BCR/Gisenyi : 20% de ses clients sont des non-résidents parmi lesquels nous trouvons des O.N.G internationales opérant dans la ville de Goma. Au niveau de la BCDI, le gérant de cette banque nous a laissé entendre que ces dernières (c'est-à-dire les O.N.G) transitent par exemple par son agence en moyenne plus de 100.000 \$ par mois.

1.3. Incidence de la fermeture de la frontière sur les mouvements bancaires

L'impact de la fermeture de la barrière Gisenyi-Rwanda était énorme surtout au niveau de la caisse en devises dans toutes les banques de Gisenyi citées ci-haut. Selon la gérante de la BCR/Gisenyi, « Beaucoup de nos clients non-résidents étaient bloqués au niveau de Goma : Ils ne savaient pas traverser la frontière qui était fermée du 5 Juin au 3 Juillet pour effectuer les opérations de dépôt ou de retrait dans nos caisses ».

D'après l'enquête par entretien réalisé au niveau des banques de Gisenyi concernées par cette étude et l'exploitation de quelques données chiffrées trouvées à l'agence BCDI (voir ci-dessous), il a été constaté que le mouvement de retrait en USD était plus affecté que le mouvement de versement. Comme nous l'a souligné la gérante de la BCR, cette dernière a par exemple enregistré une baisse des activités de retrait autour de 30%.

Au niveau de la BANCOR, le travail du gérant était paralysé presque complètement durant toute la période de la fermeture de la frontière Gisenyi-Goma. En effet, d'après ce dernier, il consacre généralement 7 heures par jour, soit 87% de son temps journalier à ses clients de Goma contre une heure, soit 12% de son temps journalier à ses clients de Gisenyi. Sur 15 opérations de retrait qu'il a effectuées par exemple le 01 septembre 04, 11 opérations étaient pour les non-résidents contre 4 pour les résidents. Soit un rapport de 73 % contre 26 %.

La fermeture de la frontière Gisenyi-Goma n'a pas affecté uniquement le mouvement de retrait. Le mouvement de versement était aussi secoué mais pas au même degré que celui de retrait comme ce tableau ci-dessous nous le fait observer.

*Tableau 2 :
Situation des mouvements de retrait et de versement. Cas de la BCDI, agence Gisenyi*

Mois	CAISSE FRW		CAISSE DEVISE US \$	
	Tot. de Personnes : Versement	Tot. de Personnes : Retrait	Tot. de personnes: Versement	Tot. de Personnes: Retrait
Mai	2.812 (37%)	2.045 (33%)	276 (37%)	347 (40%)
Juin	2.393 (31%)	1.969 (32%)	169 (22%)	174 (20%)
Juillet	2.311 (30%)	2.054 (33%)	300 (40%)	333 (38%)
Total	7.516	6.068	745	854

Source : tableau réalisé à partir des données tirées du rapport de la BCDI /Gisenyi sur « Situation de caisse » mois de mai, juin, juillet 2004

*Tableau 3 :
Situation caisse BCDI : statistiques hebdomadaires / B.C.D.I Gisenyi. Cas des caisses versement et retrait.*

MOIS	CAISSE VERSEMENT		CAISSE RETRAIT	
	Nbre	Montant	Nbre	Montant
24-28 Mai	76	348844	175	280185
07-11 Juin	40	135779	27	49386
02-06 Juillet	86	191016	78	293079

Source : tableau réalisé à partir des données tirées des rapports « Statistiques hebdomadaires BCDI/ GISENYI », mois de mai, juin, juillet 2004.

A la première lecture de ce tableau sur les statistiques hebdomadaires tirées au hasard réalisées par l'agence BCDI/Gisenyi à la fin du mois de juillet, notre constat est que le mois de Juin (mois au cours duquel la frontière Gisenyi-Goma a été fermée) a connu une baisse en nombre et en montant dans chacune des caisses de dépôt et de retrait par rapport aux autres mois notamment, Mai et Juillet.

La fermeture de la frontière entre les deux villes voisines Gisenyi-Goma n'a pas seulement affecté les services des caisses versement et retrait en Francs rwandais et en devises, il a aussi secoué les services de transfert d'argent comme ce tableau ci-dessous nous le montre.

Tableau 4.

Mouvements d: transfert d'argent. Cas de Money Gram USD à l'agence BCDI de Gisenyi

Mois	N^{bre} de personnes ayant envoyé l'argent à l'étranger	N^{bre} de personnes ayant reçu l'argent de l'étranger
Avril	12	28 (30%)
Mai	7	26 (27%)
Juin	9	13 (13%)
Juillet	23	26 (27%)
	51	93

Source : tableau réalisé à partir des données tirées des rapports sur le transfert d'argent « Money Gram »

A partir de la lecture de ce tableau, nous pouvons dire que le nombre de personnes ayant reçu l'argent de l'étranger a sensiblement baissé au mois de Juin par rapport aux autres mois sur le tableau (Avril, Mai et Juillet).

Pour ce qui est du nombre de personnes ayant envoyé l'argent à l'étranger, les données pour les mois d'Avril, Mai, Juin et Juillet sur ce tableau ci haut nous montrent une situation d'évolution ascendante : un fait curieux qui mérite une étude approfondie que nous laissons à d'autres chercheurs intéressés par la question d'analyser.

1.4. Solidarité entre les institutions bancaires durant la période de la fermeture

La décision de fermer la frontière Gisenyi-Goma n'a pas affecté la solidarité entre les institutions bancaires de deux villes. En effet, la BCR et la BANCOR par exemple s'étaient arrangées avec leur banque correspondante basée à Goma (la Banque Privée du Congo) pour trouver une solution à leurs clients bloqués de l'autre côté de la frontière de Gisenyi (c'est-à-dire à Goma).

Selon la gérante de la BCR/Gisenyi, « on pouvait accepter un ordre par fax et la Banque Privée du Congo (BPC) payait nos clients chez eux à Goma : on faisait le versement dans leurs comptes et eux recevaient l'argent à partir de chez eux à Goma »

Faute d'une banque correspondante en activité, la BCDI/Gisenyi s'était arrangée soit avec la BANCOR soit avec la BCR pour trouver une solution en faveur de ses clients. Comme exemple, la BCDI orientait ces derniers qui avaient des comptes à Goma à ces deux banques précitées. D'après le gérant de la BCDI, « la BCR ou la BANCOR envoyait un fax à Goma et nos clients étaient servis là-bas »

L'initiative de trouver la solution au problème des clients bloqués de l'autre côté de la frontière de Gisenyi n'était pas

exclusivement limitée à la solidarité entre les banques ; cette solidarité existait aussi entre les banques et quelques individus.

Le gérant de la BCDI nous a laissé entendre par exemple qu'il a recommandé certains de ses clients (ONG, individus privés, quelques institutions religieuses, etc.) à un de ses grands clients qui avait beaucoup de dépôt en devises mais bloqué au niveau de Goma. Suivant la même source, l'argent dépensé par ce « client » au profit des clients de la BCDI résidant à Goma, était remboursé par la BCDI dans son compte à l'étranger via le transfert bancaire. Ce « client » avait un fax et ne recevait que des gens qui avaient la recommandation du gérant, nous a-t-il été dit. Comme il peut être constaté, cette situation ne pouvait que contribuer à diminuer les sentiments de frustration des clients touchés par cette fermeture de la frontière.

1.7. Attitude des clients non-résidents de quatre principales banques de Gisenyi impliquées dans le transfrontalier face au système bancaire local.

De façon générale, les clients non-résidents (Congolais, ONG locales à Goma, etc.) de quatre banques principales de Gisenyi n'ont pas confiance aux institutions bancaires locales de Goma.

En effet, selon notre enquête, la plupart des clients Congolais des banques de Gisenyi mais résidant à Goma redoutent les situations de pillages, guerres etc. qui peuvent surgir à tout moment à cause de la crise socio-politico-militaire qui prévaut en RDC de façon générale et à l'Est du pays de façon particulière.

Les différents gérants des banques de Gisenyi avec lesquels nous nous sommes entretenus pensent que les clients de Goma préfèrent déposer leurs avoirs dans les banques de Gisenyi non seulement par peur de les voir perdre leur valeur suite à l'hyper-inflation ayant caractérisé le Congo depuis les années 1980 (2) mais encore et surtout à cause de l'absence de la paix et de la sécurité à Goma.

II. SECTEUR DU TRANSPORT DES PERSONNES ET DES BIENS

Suivant l'entretien que nous avons eu avec un agent de l'immigration de Gisenyi, les estimations montrent qu'une moyenne journalière de 700 Rwandais vont à Goma contre 1000 Congolais qui traversent la frontière vers Gisenyi. Ce rapport était de 80 Rwandais contre 400 Congolais en 1996 (3). Ce rapport de volume de transaction ne fait que traduire le degré d'échange, d'interdépendance et de communication qui est bien réel entre les deux villes.

Cette étude sur le secteur de transport frontalier des personnes et des biens se limite aux deux types de transport notamment, terrestre dans les villes de Goma et Gisenyi et spécialement aux taxis (motos, vélos, voitures et mini-bus) et aérien exploitant le cargo ou le vol commercial notamment les compagnies CAGL, Victoria Air et Mango Airline basées à Goma. La raison est que les deux catégories de transport citées font non seulement partie du type de transport ayant été réellement touché par la décision prise par le Rwanda de fermer ses frontières avec la RDC mais aussi, elles font partie des catégories de transport rentables (4).

2.1. Transport terrestre

2.1.1. Types de moyens de transport utilisés dans le mouvement des *personnes* entre les villes de Gisenyi et de Goma.

a) A Goma.

Les moyens de transport souvent utilisés par les gens de Gisenyi qui se rendent à Goma est principalement la moto. D'après nos observations, nous avons déjà constaté que les taxis voitures et minibus sont rarement utilisés par ces derniers dans leurs différentes courses dans la ville de Goma. Le même constat a déjà été fait pour les Gomatraciens qui se rendent à Gisenyi par la Grande Barrière et la Petite Barrière. Les motos constituent l'un des moyens de transport les plus utilisés à Goma et dans le mouvement de la population transfrontalière des villes de Gisenyi et Goma.

Selon le Vice-président de l'Association des Chauffeurs du Congo (ACCO) avec lequel nous nous sommes entretenu, les motos en circulation dans la ville de Goma varient entre 2.000 et 3.000. Selon la même source, le revenu moyen quotidien est de 5 \$ pour la moto. Ce chiffre a aussi été confirmé dans un article publié à Goma sur « Le transport en commun, un secteur en plein épanouissement à Goma », in : ***L'Hebdo de L'Est- Economie*** N°005 déjà cité.

Au niveau de Goma, la fermeture de la frontière Gisenyi-Goma n'a pas produit un même effet sur les taxis (motos, voiture et minibus) car à la fermeture de ladite frontière, ce sont surtout les motards qui n'avaient pas réalisé de recettes : « *Les gens utilisaient les taxis minibus et voitures*

pour emprunter le tronçon Goma-Ishasha ou Goma-Bunagana pour se rendre à Kigali et dans d'autres villes du Rwanda notamment, la ville de Gisenyi. » (5)

Ce phénomène ne pouvait qu'entraîner une hausse au niveau de la recette pour ces deux types de taxis précités notamment, les minis bus et voitures qui réalisent respectivement une moyenne mensuelle de dix et vingt dollars au niveau Goma.

b) A Gisenyi

La ville de Gisenyi présente un autre paysage dans le secteur de transport terrestre. En effet, les trois types de taxis souvent utilisés par les habitants de Goma qui se déversent vers Gisenyi et ceux de Gisenyi qui se rendent à la grande ou à la petite barrière pour se rendre à Goma sont essentiellement les taxis motos, les voitures et les vélos.

Tableau 5 :

Situation du secteur du transport à travers le mouvement des populations Gisenyi- Goma et Goma-Gisenyi. Cas de Gisenyi

	CATEGORIES DES TAXIS			NOMBRE TOTAL PROPRIETAIRES CONDUCTEURS/CHAUFFEURS NON PROPRIETAIRES
	Motos	Voitures	Vélos	
Propriétaires conducteurs taxis	30 (37%)	16 (80%)	51 (69%)	97 (56%)
Chauffeurs non propriétaires taxis	50 (62%)	4 (20%)	22 (30%)	76 (43%)
Total	80	20	73	173

Source : entretien

A la lecture de ce tableau sur la situation de transport terrestre impliqué dans le trafic transfrontalier, nous pouvons noter que le nombre de taxis motos est supérieur à celui de voitures et de vélos dans la ville de Gisenyi. Sur les 80 motos opérant dans le transport urbain à Gisenyi, 62 % n'appartiennent pas à ceux qui les conduisent. Pour ce qui est des taxis voitures, sur un total de 20 voitures, le nombre de propriétaires conducteurs est largement supérieur à celui de chauffeurs. Soit un rapport de 80% contre 20%. La catégorie vélos présente un rapport de 69% des propriétaires contre 30% des cyclistes. A la fermeture de la frontière, tout le monde n'a pas ressenti le coup de la même manière.

Tableau 6 :
Impact de la fermeture de la frontière Gisenyi - Goma sur les taxis : motos, voitures et vélos à Gisenyi

Catégorie	Nbre	Revenu moyen quotidien en FRW	Nbre de personnes ayant abandonné	Nbre de personnes restées en activité	Revenu moyen mensuel en FRW	Recette moyenne mensuelle/nbre taxis FRW	Manque à gagner /moyenne de la recette mensuelle
Motos	80	3.000	50	30	90.000	7.200.000	-
Voitures	20	5.000	4	16	150.000	3.000.000	-
Vélos	73	400	73	0	12.000	876.000	-
Total	173		127 (73%)	46 (26%)	252.000	11.076.000	8.130.936

Source : *entretien*

Le tableau ci-dessus nous montre que 127 personnes ont particulièrement souffert de la fermeture de la frontière. En effet, tous sont des conducteurs non propriétaires des taxis (motos, voitures et vélos). Sur un total de 80 motos et 20 voitures, 30 motos et 16 voitures seulement sont restées en activité contre 50 et 4 qui ont abandonné. Les taximen cyclistes, quant à eux, ont tous abandonné le travail durant cette période. Ce phénomène ne pouvait qu'entraîner une situation de crise socio-économique aiguë non seulement au niveau des ménages de toutes ces personnes condamnées à l'arrêt du travail, mais aussi au niveau du pays. En effet, le manque à gagner au niveau de la recette moyenne mensuelle pouvait être estimé à 8.130.936 FRW, soit 73%. Cela est énorme !

2.1.2. Types de moyens de transport utilisés dans le mouvement des *biens* entre les villes de Gisenyi et de Goma.

a) Les camions

Les camions jouent un rôle important dans le transport des biens entre les deux villes voisines : Gisenyi et Goma. Nous nous sommes intéressé plus particulièrement aux chauffeurs des camions impliqués dans le trafic transfrontalier Gisenyi-Goma et Goma-Gisenyi regroupés au sein d'une association portant le nom de A.C.T.B.G qui veut dire : Association des Chauffeurs Transporteurs des Biens à Gisenyi. Les principaux biens souvent transportés sont : l'argile, le sable, les briques, le bois et divers produits manufacturés pour le cas du mouvement de Gisenyi vers Goma. Pour ce qui est du mouvement inverse, c'est-à-dire Goma vers Gisenyi, les principaux biens souvent transportés sont les haricots, les pommes de terres, les bananes ainsi que l'huile de palme.

*Tableau 7.
Incidence de la fermeture de la frontière sur les camions impliqués dans le trafic transfrontalier*

Types de camions	Nbre/ camions	Revenu moyen quotidien/ (FRW)	Revenu moyen mensuel (FRW)	Camions ayant abandonné	Camions restés en activité	Moyenne de recette mensuelle /Nbre de camions (FRW)
HILUX	5	5.000	150.000	4	1	750.000
DAIHATSU	25	10.000	300.000	2	23	7.500.000
FUSO	10	15.000	450.000	4	6	4.500.000
Total	40			10	30	12.750.000

Source : *entretien*

Une première lecture de ce tableau nous montre que la fermeture de la frontière entre le Rwanda et le Congo n'a pas épargné le secteur de transport des biens impliquant les camions dans le trafic transfrontalier. Sur le nombre total de 40 camions que compte l'ACTBG (réalisant une recette moyenne de 12.750.000 Frw par mois), 30 camions seulement soit 75% sont restés en activité malgré la réduction sensible des recettes quotidiennes.

b) Les vélos pour handicapés

A Goma comme à Gisenyi, les handicapés jouent un rôle clé dans le secteur de transport transfrontalier des biens. Le nombre de ces derniers impliqués dans ce secteur s'élève à 150 au niveau de deux villes dont 90 à Gisenyi et 60 à Goma. L'impact de la fermeture de la frontière entre Goma et Gisenyi a été sévère pour cette catégorie de personnes vivant essentiellement grâce à la communication entre ces deux villes. En effet, tous les handicapés opérant dans ce secteur de transport avaient été condamnés à un arrêt brusque du travail.

Selon le Président de l'Association « Tuungane » (Association des handicapés de Goma impliqués dans le trafic transfrontalier des biens), « *personne ne s'attendait à la fermeture de la frontière entre nos deux villes. Nous étions pénalisés : quelques-uns des membres de notre association étaient bloqués au niveau de Gisenyi (...). La fermeture de la frontière a eu lieu pendant la période des examens. Ce qui a fait que certains enfants des membres de notre association ont éprouvé d'énormes difficultés à avoir accès dans les*

salles d'examen. Faute de paiement des frais de participation aux examens, beaucoup étaient chassés ».

A Goma comme à Gisenyi, nous avons constaté que les handicapés ayant investi dans le secteur du trafic transfrontalier des biens ne vivent essentiellement que grâce à ce mouvement. La décision de fermer la frontière entre le Rwanda et le Congo ne pouvait que les secouer fortement, et par ricochet déstabiliser leurs ménages. Au niveau de Goma, il y avait même une manifestation publique au cours de laquelle la quasi-totalité des handicapés étaient mobilisés pour plaider en faveur de la re-ouverture de la frontière.

*Tableau 8.
Incidence de la fermeture de la frontière Gisenyi-Goma sur les handicapés impliqués dans le trafic transfrontalier des biens*

Villes	Nbre. vélos	Revenu moyen quotidien FRW/ \$	Revenu moyen mensuel FRW/\$	Nbre. handicapés ayant abandonné	Revenu moyen mensuel/ Nbre. Vélos FRW/ \$	Observation
Gisenyi	90	1500 Frw	45.000 Frw	90	4.050.000 Frw	Abandon total
Goma	60	20 \$	600 \$	60	36.000 \$	Abandon total
Total	150			150		

Source : *entretien*

Partant de ce tableau, nous pouvons estimer que le manque à gagner était de l'ordre de 4.050.000 frw pour la période de la fermeture si nous devons tenir compte du revenu mensuel de 90 vélos pour handicapé au niveau de Gisenyi contre 36.000\$ pour le revenu mensuel de 60 vélos pour handicapé au niveau de Goma.

2. 1. 3. Cas des Agences transfrontalières de transport terrestre (GOMA- GISENYI-KIGALI –GOMA)

Il existe deux types d'agences qui jouent un rôle clé dans le transport transfrontalier entre la ville de Gisenyi et celle de Goma. Il s'agit des agences express OKAPI et ATRACO.

a) Cas de l'agence express OKAPI CAR

- *Agence express OKAPI CAR : Gisenyi.*

D'après l'agent responsable de l'agence Okapi Car de Gisenyi, la moyenne mensuelle du montant réalisé par cette agence varie entre deux millions et trois millions des Francs rwandais dans une période normale. Lors de la fermeture de la frontière entre les villes de Gisenyi et de Goma, l'agence a connu un mouvement de baisse au niveau du montant qu'il réalise chaque mois.

En effet, un bon nombre de ses clients viennent de Goma (RDC) et se rendent généralement à Ruhengeri ou à Kigali (Rwanda). La plupart des habitants de Gisenyi préfèrent utiliser les mini bus non express communément appelés « Twegerane »³ en kinyarwanda, moins confortables et moins chers. Ils transportent généralement plus de 14 passagers et exigent par passager 1400 à 1500 FRW pour la ligne Gisenyi-Kigali.

D'après l'agent responsable de l'agence Okapi Car/Gisenyi, pendant la période de la fermeture, les mini-bus OKAPI se rendaient à Kigali presque vides de passagers durant cette

³ « Rapprochons-nous », c'est-à-dire « serrons-nous afin que chacun se trouve une place ».

période. Ce qui les a amenés à changer le programme de voyage suivant les heures de départ pour chaque mouvement Gisenyi-Kigali alors que, normalement, l'agence organise ses départs pour Kigali toutes les heures à partir de 6 heures du matin jusqu'à 17 heures de l'après midi. Partant d'une analyse des données trouvées à cette agence sur le montant réalisé du 15 au 30 mai avant la fermeture de la frontière Gisenyi-Goma et du 15 au 30 juin durant la fermeture de la frontière de Gisenyi, nous avons constaté une situation d'évolution franchement descendante. De 3.144.900 frw comme montant réalisé pour la période du 15 au 30 mai, on est passé à 1.569.200 frw pour la période du 15 au 30 juin . Nous avons utilisé cette tranche des jours du 15 au 30 de ces deux mois au lieu de prendre tous les jours qui les constituent faute des données complètes pour le mois de Mai.

- *Agence express Okapi Car : Goma*

Cette agence a deux services à savoir le service de transport et celui de courrier. Le prix Goma-Kigali est le même que celui de Gisenyi-Kigali (1800 frw). Selon l'agent responsable de l'agence Okapi Car de Goma, son agence vend en moyenne 200 à 250 tickets par mois. Selon lui, la décision de fermer la frontière entre Gisenyi et Goma a produit un impact sévère sur les activités de l'agence dont les portes ont été carrément fermées. De 500 tickets vendus pour le mois de mai, son agence est passée à 75 tickets seulement vendus pour le mois de juin. Comme résultat, tout son personnel de Goma fut condamné au chômage forcé durant cette période.

b) Cas de l'agence ATRACO Express

- Agence de Goma

Cette agence a aussi deux services à savoir le service de transport et celui de courrier. Le prix Goma-Kigali est le même que celui de Gisenyi-Kigali (1800 frw). Selon le Vice-président de l'Association des Chauffeurs du Congo qui est en même temps l'agent responsable de l'agence ATRACO de Goma, cette dernière vend en moyenne 350 à 500 tickets par mois.

Selon lui, la décision de la fermeture de la frontière entre Gisenyi et Goma a paralysé le service de transport ATRACO car ce dernier vit essentiellement grâce au mouvement des populations entre Goma et Kigali. Comme résultat, tout son personnel de Goma fut condamné aussi au chômage forcé durant cette période de la fermeture.

- Agence de Gisenyi

Nous n'avons pas réussi à nous entretenir avec cette agence au niveau de Gisenyi. En effet, pour avoir toute information sur ce service de transport, il fallait passer par le responsable. Ce dernier nous avait donné trois rendez-vous qu'il n'a pas respectés et la dernière fois quand nous l'avons rencontré, il nous a dit qu'il n'avait pas de temps.

2.2. Transport aérien : les compagnies aériennes affectées par la fermeture de la frontière Gisenyi - Goma

Les compagnies aériennes ayant été affectées de près ou de loin par la fermeture de la frontière Gisenyi-Goma sont celles qui exploitent principalement le cargo (vol commercial) au

niveau de Goma. Parmi ces compagnies, nous pouvons citer, entre autres, la CAGL (Compagnie Aérienne des Grands Lacs), Victoria Air et Mango Airline.

Les principales lignes régulières que ces compagnies fréquentent sont notamment, les lignes Goma-Kisangani-Goma, Goma-Kindu-Goma, Goma-Kalemie-Kongolo-Goma, Goma-Lodja-Goma et Goma-Mbujimayi-Goma.

Le fret qu'elles ont l'habitude de transporter de Kisangani, Kindu, Kalemie, Kongolo, Lodja et Mbujimayi vers Goma est constitué de deux principaux produits très recherchés non seulement au niveau local, mais aussi et surtout au niveau du Rwanda. Il s'agit essentiellement de la **cassitérite** et de **l'huile de palme**. Suivant les différents entretiens que nous avons eus avec les responsables de ces trois principales compagnies aériennes l'huile de palme est, en termes de quantité transportée, de loin plus significative par rapport à la cassitérite. Selon le responsable du dépôt de la CAGL par exemple, « *sur le 100% du fret que sa compagnie transporte provenant de Kindu, Kalemie, Kongolo et Lodja essentiellement, 2% du fret est constitué de la cassitérite contre 98% d'huile de palme* ». Presque le même rapport a été aussi constaté au niveau d'autres compagnies aériennes.

D'après le responsable du dépôt de la CAGL, « *une grande quantité de ce produit traverse vers le Rwanda où une partie importante va essentiellement à la SAKIRWA (une usine rwandaise de savon) et une autre est consommée par la population locale* ». Toutes ces compagnies effectuent en moyenne une rotation par jour et le nombre de tonnes

transportées varie selon la capacité des appareils de transport de chaque compagnie.

*Tableau 9 :
Types d'appareils et nombre de tonnes transportées*

	Type d'appareils	La moyenne de rotations/jour	Nbre moyen de tonnes /rotation
CAGL	Antonov 8	1	11
VICTORIA AIR	Antonov 12	1	17
MANGO AIRLINES	Antonov 12	1	17

Source : *entretien*

La décision de fermer la frontière entre les villes de Gisenyi et de Goma a produit un effet multiple et complexe aux niveaux des compagnies aériennes de Goma notamment, la CAGL, Victoria Air et Mango Airlines.

En effet, toutes ses compagnies ne pouvaient pas effectuer régulièrement leurs vols suite à cette fermeture de la frontière. Comme il nous a été déclaré par le comptable de la compagnie Victoria Air, « *on ne pouvait pas facilement réunir le fret nécessaire. Généralement, de Kisangani-Goma nous exportons les huiles de palmes (...) Au niveau de notre rayon d'action, il y avait eu un problème parce qu'on ne pouvait pas évacuer ce produit : beaucoup de commerçants du Rwanda qui viennent chercher ça ici notamment, les industries au niveau de Kigali, ne pouvaient pas nous atteindre* ».

Tableau 10. L'impact de la fermeture de la frontière Gisenyi-Goma sur le coût du transport. Cas de la compagnie Victoria Air

	Type	Axe régulier	Moyenne de rotation / jour	Coût de transport / kg	Moyenne kg/rotation	Coût moyen kg/rotation	Moyenne recette /mois
Situation avant fermeture	Cargo	Goma-Kindu-Goma	1	0.11 \$	17.000	1.870 \$	56.100 \$
Situation pendant fermeture	Idem	Idem	1	0.07 \$	17.000	1.190 \$	35.700 \$

Source : entretien

Au niveau de la CAGL, c'était aussi presque le même phénomène. En effet, selon le responsable du dépôt de cette compagnie, « *il y avait beaucoup de stock d'huile de palme à Goma. La vente était lente parce que les Rwandais achètent des tonnes et des tonnes de jutes (sacs) d'huils de palme et en un coup. Nos commerçants n'avaient pas la facilité à écouler leurs marchandises à cause des clients du Rwanda qui ne venaient pas* ». La fermeture de la frontière a aussi influé énormément sur le prix des carburants notamment celui du Jet A (le type de carburant que les avions consomment). En effet, ces derniers transitent par le Rwanda via la Société congolaise de pétrole (SEP/Congo).

Comme il peut être constaté à partir du tableau ci-dessous sur la situation de parking SEP-CONGO 2004, à partir de la période du mois de janvier jusqu'au mois de juin, - mois avant

la fermeture de la frontière, toutes les grandes entrées en carburant passaient par la douane de la « Grande Barrière » entre la ville de Goma et celle de Gisenyi.

*Tableau 11:
Situation parking 2004 SEP CONGO*

Douane	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août
Grande Barrière	25 camions	29 camions	32 camions	30 camions	34 camions	5 camions	16 camions	20 camions
Ishasha	3 camions	3 camions	-	1 camion	4 camions	16 camions	6 camions	15 camions
Bunagana	1 camion	1 camion	2 camions	3 camions	2 camions	9 camions	11 camions	4 camions
Total	29	33	34	34	40	30	33	39

Source : tableau réalisé à partir du rapport « Parking 2004/ SEP-CONGO »

Au mois de juin, les camions de Congo SEP ont changé de trajectoire et privilégié l'axe Ishasha et Bunagana avec tous les désavantages possibles notamment, l'insécurité sur ces axes routiers, le mauvais état de la route, etc. avec comme conséquence une hausse du prix des produits pétroliers notamment, le mazout, l'essence et le Jet A1.

D'après l'entretien que nous avons eu avec le Responsable Adjoint de la compagnie Mango Airline, à la fermeture de la frontière Gisenyi-Goma, le prix du Jet A1 est passé du 0.60 \$ le litre à 0.72 \$. Avec toutes ces situations, les vols réguliers au niveau de toutes ces compagnies ne pouvaient pas être organisés comme avant la période de la fermeture de la frontière entre Gisenyi et Goma.

Au terme de cette étude sur l'impact socio-économique de la fermeture de la frontière Gisenyi-Goma (du 05 Juin au 03 Juillet 2004) sur le secteur des banques et le trafic transfrontalier, il a été constaté ce qui suit :

- Les banques de Gisenyi (Rwanda) n'ont pas profité de la décision, - par le Rwanda, de fermer ses frontières avec la RDC. En effet, cette décision a affecté particulièrement les caisses en devises au niveau de ces banques qui sont alimentées principalement par les clients de Goma.
- Le développement de partenariat entre les banques de deux villes voisines (Gisenyi-Goma) est souhaitable et peut, - durant les mauvais temps, contribuer efficacement à réduire les tensions éventuelles entre les clients de Goma utilisant les banques de Gisenyi ou ceux de Gisenyi qui peuvent souhaiter de déposer leurs avoirs dans les banques de Goma.
- La situation de l'hyper-inflation ayant caractérisé le Congo depuis maintenant des années et l'absence de la paix et de la sécurité au Congo influent sur le comportement de certains habitants de la ville de Goma vis-à-vis des institutions bancaires locales.
- La circulation des biens et des personnes entre les deux villes est bien une réalité vivante. Au niveau de deux pays concernés par ce rapport à savoir : le Rwanda et le Congo (RDC), les manques à gagner occasionnés par la fermeture de la frontière étaient énormes.
- Partant de tout ce qui précède, et compte tenu surtout du rapport de volume de transaction entre les populations de Goma et celles de Gisenyi, nous pouvons nous permettre de penser que toute décision politique à effet percuteur sur le degré d'échange, de complémentarité, d'interdépendance et de communication entre les villes

de Goma et de Gisenyi peut conduire le Rwanda et la RDC au bord du chaos socio-économique susceptible de provoquer un drame aux répercussions multiples, imprévisibles et d'une ampleur sans précédent.

Pour prévenir une telle éventualité, les gouvernements de deux pays doivent faire leur mieux pour réduire les tensions sociopolitiques qui existent entre eux et encourager les bonnes relations.

REFERENCES ET BIBLIOGRAPHIE

- (1). « Rwanda une nouvelle frontière d'opportunités », in : *Annuaire téléphonique national*, 2003-2004, Rwandatel, p. 34.
- (2). Voir aussi ISMAES : 'L'impact de la crise dans les banques au Nord-Kivu', In : No. 003, p. 11.
- (3) **Grands Lacs**, trimestriel d'information de la CEPGL, No.46, 1996:«*CEPGL VINGT ANS : La paix d'abord*», p. 23.
- (4). Pour le cas des taxis motos et voitures à Goma, voir aussi ISMAES,'Le transport en commun, un secteur en plein épanouissement', in : ***L'Hebdo de l'Est –Economie***, No. 005, p. 11.
- (5). Entretien personnel avec le Vice-président de l'ACCO.

CONCLUSION

par Onesphore Sematumba

Au terme de cette étude, force est de constater que les relations entre les deux villes voisines de Goma et de Gisenyi ont été profondément bouleversées. Certaines personnes, en visite de l'un ou l'autre côté de la frontière ont été de facto séparées des leurs et se sont vues ainsi contraintes de passer par des détours longs et périlleux pour se retrouver en familles. D'autres vivant des activités transfrontalières, ont vu leur rendement s'amenuiser considérablement, au point de faire craindre des mouvements de protestation populaire au cas où la mesure aurait été prolongée de plusieurs autres jours.

Dans le secteur de l'éducation, les enseignants, les élèves et les étudiants de part et d'autre de la frontière ont été bloqués, aucune mesure particulière n'ayant été aménagée en leur faveur ; le rendement des uns et des autres s'en est ressenti, ainsi que la bonne marche des activités scolaires et académiques.

Les prix des biens et des services ont été très affectés par cette mesure, en fonction de la loi de l'offre et de la demande. Le marché de Gisenyi a été ainsi confronté à une pénurie aiguë des produits congolais comme l'huile de palme, alors que le lait frais, les œufs et les tomates, entre autres, se raréfiaient à Goma. Pour contourner cette mesure, les acteurs économiques transfrontaliers n'avaient que deux options, toutes deux aussi perverses que dangereuses : soit au long détour par l'Ouganda (une boucle de plus ou moins

200 kilomètres !) soit à la fraude. A l'arrivée, c'est le citoyen ordinaire qui en paie littéralement le prix fort.

Le Rwanda, quoique enclavé, n'en constitue pas moins la principale porte d'entrée des divers biens et des produits pétroliers en provenance du corridor Est, ce qui lui permet de percevoir des droits de transit importants. Pendant cette période, ces droits ont été perdus par le Rwanda au profit de l'Ouganda qui a servi de couloir de dépannage.

Par contre, les différentes initiatives prises par certains Congolais pour braver la mesure, notamment en passant par les postes frontaliers de Bunagana et Ishasha, ont permis au trésor public de la RDC de maintenir un certain équilibre dans les recettes, preuve que l'Etat vit davantage du dynamisme des populations que de l'expertise de ses services administratifs.

Les secteurs des banques (au Rwanda) et des transports ont également payé un lourd tribut à cette mesure. Certains acteurs et auxiliaires de ces secteurs ont perdu leur gagne-pain pendant cette période morte.

Cependant, la constante la plus significative qui transparait à travers les différents secteurs abordés est cette présence des initiatives des populations qui ont développé des stratégies en vue de survivre à cette fermeture, en s'aménageant ce qu'il faut bien appeler des espaces d'ouverture par le bas pour éviter l'étouffement par le haut.

Cette première étude s'est délibérément limitée à ce qui constitue en définitive une étude de cas. Mais la frontière

entre les deux villes n'a pas toujours été un lieu de division. Nous rappelons que le trafic y est désormais possible jusqu'à minuit, ce qui constitue en soi une sorte de record dans une région où l'insécurité est réelle. Les prochaines études ressortiront la dimension « lien d'échange » de la frontière, en vue du renforcement et de la systématisation des expériences positives transfrontalières locales, premier pas vers l'émergence des économies régionales basées sur le vécu des populations.

II. GOMA - GISENYI : VERS DES ECHANGES PLUS EQUITABLES ET PLUS FRUCTUEUX POUR LES POPULATIONS LOCALES?

Perspectives et axes de travail

par Christiane Kayser (Pole Institute)

Les relations entre la RD Congo et le Rwanda ont été turbulentes pendant la dernière décennie. D'un côté nous avons un génocide, deux guerres et une pléthore de massacres dans lesquels des individus et des groupes armés des deux pays étaient parties prenantes, des trafics de ressources minières multiples avec des individus et entreprises rwandaises à côté de nombreux autres acteurs impliqués dans le pillage des ressources congolaises.

D'un autre côté : dans le cadre de la CEPGL (Communauté Economique des Pays des Grands Lacs), la centrale hydro-électrique de Ruzizi alimente depuis des années des villes dans les deux pays, le commerce transfrontalier y est un élément essentiel de la vie économique et y a créé une forte interdépendance. Au vu du fait que les villes de Goma, Bukavu, mais aussi Beni et Butembo sont à près de 2000 kilomètres de la capitale congolaise Kinshasa, que depuis les années 1980, il n'y a plus de route viable qui lie l'Est de la RDC à la capitale, il est évident que même avant les dernières guerres, l'économie de l'Est de la RDC était orientée très majoritairement vers l'Est (Ouganda, Rwanda,

Burundi, Kenya, Tanzanie) et vers Dubaï. L'écrasante majorité des importations viennent des ports de l'Afrique de l'Est ou de Dubaï et transitent par les pays voisins.

En même temps de fortes communautés rwandophones vivent certaines depuis toujours et certaines d'autres depuis plusieurs générations dans ce que sont aujourd'hui les deux provinces du Kivu et un plus petit nombre dans d'autres parties du Congo où les « transplantations de populations » des colonisateurs belges les ont amenées. Sous la dictature de Mobutu qui pratiquait la politique du « divide et impera », il y a déjà eu des affrontements entre « autochtones » et les communautés rwandophones. Dans le cadre de la démocratisation et de la Conférence Nationale des années 1990 s'est développée l'idéologie de la « congolité » et les rwandophones ont été vus et traités comme des étrangers. Cela a fortement contribué à l'explosion de la guerre de 1996 qui s'est terminée –avec un fort soutien militaire notamment rwandais- par la chute de Mobutu. Malheureusement le problème de la reconnaissance de la citoyenneté des rwandophones congolais n'a pas vraiment été résolu par la suite. Au contraire, lors des récentes campagnes électorales, l'idéologie de la « congolité » et la xénophobie anti-rwandaise ont atteint de nouveaux sommets : le candidat Joseph Kabila, Président de la transition, a été attaqué essentiellement pour ne pas être un « vrai Congolais » et ne pas pouvoir prouver ses racines. En simplifiant un peu : à l'Ouest les électeurs ont majoritairement voté pour Jean-Pierre Bemba qu'ils voient comme un rempart contre ce « Rwandais » de Kabila. A l'Est, les électeurs ont majoritairement voté Kabila car ils le voient comme un rempart contre le Rwanda. De ce triste spectacle a résulté une véritable division ouest/est avec laquelle le

vainqueur des élections, mais surtout les populations auront encore beaucoup de misères. Le virus de la fragmentation est loin d'être vaincu et les voix de ceux qui réclamaient un mur entre le Rwanda et la RDC sont encore audibles.

La frontière serait donc un lieu de division à fortifier. L'histoire a montré que de telles fortifications ne protègent pas les plus faibles, mais encouragent plutôt les commerces illégaux et la fraude. Si l'évolution va dans ce sens, les populations de part et d'autre ont beaucoup à perdre, le pillage des ressources a un bel avenir...

La fermeture de la frontière : une alternative non-viable

Le 5 juin 2004, en plein milieu des combats entre factions militaires à Bukavu, le gouvernement rwandais fermait la frontière avec la RDC pour des raisons politiques. L'impact socio-économique de cette fermeture a été analysé par Pole Institute dans ce numéro de *Fissures*. Bien que la fermeture ait duré moins d'un mois, il y a eu des impacts négatifs dans beaucoup de domaines qui montrent l'interdépendance économique et sociale.

Pour ne citer que quelques exemples :

- certaines marchandises de base (sucre, légumes, mais aussi pétrole, etc.) étaient soudain introuvables d'un côté ou de l'autre
- l'essentiel des importations pour la ville de Goma passe par Gisenyi et restait donc bloqué
- de nombreux élèves de Gisenyi étudient à Goma et un certain nombre de professeurs congolais enseignent au Rwanda : ils se trouvaient tous coupés de l'école à une période cruciale de l'année scolaire

- les habitants de Goma dépendent fortement du secteur bancaire de Gisenyi et avaient des problèmes de liquidité
- un nombre croissant de Congolais ont choisi d'habiter Gisenyi car les loyers sont beaucoup moins chers qu'à Goma où les Casques bleus de la Mission des Nations Unies au Congo (MONUC) et les Humanitaires ont fait monter les prix ; ces personnes ne pouvaient pas aller au travail
- on a constaté que les hôtels et restaurants de Gisenyi dépendaient fortement de la clientèle de Goma.

Tous ces éléments ont fait que la réouverture de la frontière s'est faite très rapidement, l'interdépendance des deux villes et des deux zones étant telle que la seule voie sera maintenant de mettre en place un système d'échange plus performant et perçu comme équitable des deux côtés. Or dans le local et dans le concret, il y a de petits exemples ou de petits gestes qu'il s'agit de valoriser.

Les handicapés sans frontière montrent le chemin...

A la frontière entre Goma et Gisenyi on peut observer tous les jours un défilé de chaises roulantes avec des handicapés transportant chacun au moins un gros sac, poussés par de jeunes garçons. Ils circulent dans les deux directions et amènent par exemple du charbon de bois vers le Rwanda et des légumes vers la RDC. Les tentatives des douaniers pour leur faire payer des taxes ont échoué car leur argumentation est imparable : « Comme l'Etat ne s'occupe pas de nous, nous devons subvenir nous-mêmes à nos besoins ; la moindre des choses est de nous laisser faire ce petit commerce transfrontalier... ». Au besoin, les handicapés

organisent une manifestation sur place. Les douanes des deux côtés semblent accepter cette solution. Les jeunes garçons sont payés à la tâche directement par les handicapés...

Cette solution informelle n'est sans doute pas transmissible à une grande échelle, mais elle montre comment on peut résoudre plusieurs problèmes à la fois en changeant de perspective : la frontière non pas comme un problème, mais comme une solution.

Il y a également des axes de travail à développer :

1. Le gaz méthane du lac Kivu, une ressource pour l'avenir ou une cause de conflits ?

Le lac Kivu, au milieu duquel se trouve la frontière entre la RDC et le Rwanda, est riche en gaz méthane. Les premières études sur l'utilisation de ce gaz pour les besoins énergétiques ont déjà été faites et sont concluantes. Cette ressource peut donc devenir un élément bénéfique pour les deux régions mais elle peut également devenir un élément déclencheur d'un nouveau conflit : au Rwanda il y a déjà un accord avec une firme sud-africaine et l'exploitation est déjà prévue. En RDC il y a plusieurs projets, mais rien ne semble encore décidé et il n'est pas facile de déterminer qui prend les décisions. Il serait essentiel que l'exploitation du gaz qui, lui, n'a pas de nationalité, soit planifiée et gérée ensemble par des organismes et experts des deux pays.

2. La CEPGL et l'héritage de la « Commission Lutundula » : des instruments de travail transfrontalier

La question des échanges socio-économiques transfrontaliers dans la région africaine des Grands Lacs doit être traitée au-delà du bilatéral, de façon régionale, car il y a de nombreux liens entre les différents pays. L'Ouganda et le Burundi, par exemple, jouent un certain rôle dans les transactions mentionnées plus haut. L'exploitation des ressources dans toute la région se fait aujourd'hui dans un système mondialisé d'économie grise, en dehors des systèmes de décisions politiques visibles. Les rapports des panels d'experts des Nations Unies sur le pillage de ressources congolaises ont démontré que les acteurs de cette économie grise sont d'origines très diverses, du Nord et du Sud de l'hémisphère, et que cette économie de pillage a financé et continue à financer les guerres et les conflits armés. Il s'agira donc de contrecarrer un système puissant et bien établi.

Après les élections congolaises, la Communauté Internationale se doit de remettre la question de l'exploitation des ressources sur le devant de la scène. L'idée de transformer le panel sur les ressources en un observatoire plus durable a disparu et aucune alternative n'a été proposée. Certains groupes seraient-ils trop influents ?

La Communauté économique des Pays des Grands Lacs (CEPGL) qui comprend la RDC, le Rwanda et le Burundi serait un cadre possible pour stabiliser un travail transfrontalier sur les ressources, que ce soit le gaz méthane, la cassitérite, le coltan, le bois, les diamants, l'or, etc. Hélas, pour l'instant, la volonté de la réanimer ne semble pas très forte. Il s'agit ici de valoriser et de renforcer les contacts que

le Parlement de transition de la RDC et notamment la Commission parlementaire qui s'est occupée des ressources, la « Commission Lutundula », du nom de son président, a déjà pris avec des parlementaires des pays voisins. Un comité d'experts des pays de la région pourrait être une bonne base pour développer des systèmes et des mécanismes viables pour des échanges plus équitables et plus fructueux pour les populations locales et pour une paix durable dans la région.

3. Le Pacte pour la Sécurité, la Stabilité et le Développement entre les pays des Grands Lacs : nouveau début ou tigre en papier ?

En décembre 2006, dix pays de la Région des Grands Lacs, y compris la RDC, le Rwanda et le Burundi, mais aussi l'Ouganda, le Soudan, l'Angola et la République du Congo, ont signé un Pacte pour la Sécurité, la Stabilité et le Développement. L'article 9 constitue un protocole contre l'exploitation illégale des ressources naturelles. Il prévoit la mise en place d'un programme d'un mécanisme régulateur régional, souligne la souveraineté des Etats et propose l'instauration d'un système de certification des ressources. L'article 19 du Pacte décide de la mise en place d'un programme d'action de développement économique et d'intégration régionale. La mise en place de commissions d'experts au niveau régional est également prévue. A part le fait que le qualificatif d'illégal n'est pas très porteur dans une situation où les gouvernements sont libres de légaliser toutes sortes de contrats qui ne prennent aucunement en compte les conditions de vie des populations, il s'agira surtout de vérifier et de revendiquer la mise en œuvre concrète des

mesures décidées... Ce ne serait pas la première fois que de grandes décisions dans cette région seraient restées lettre morte, hélas !

Dans tous les cas, la RDC qui se trouve à un tournant de son histoire, a un besoin impératif de sortir de la logique de « l'Afrique des Comptoirs » à laquelle elle est soumise depuis trop longtemps. Les pays voisins ont également plus à gagner sur le long terme avec une RDC libérée de ce système. Surtout que les idéologies de haine et d'exclusion recommencent à gagner du terrain, alors qu'elles devraient être vigoureusement combattues. La paix dans la région est à ce prix...

*Christiane Kayser
Goma, janvier 2007*

Sigles utilisés :

- CCA : Contribution sur le chiffre d'affaires
- CEPROMAD : Centre de Promotion en Management et Développement
- CIDEP : Centre Interdisciplinaire pour le Développement et l'Education Permanente
- CIF : Cost insurance and Freight
- CUEG : Centre Universitaire Extension de Goma
- DGRAD: Direction Générale des Recettes Administratives et Domaniale
- EAD :Entité Administrative Décentralisée
- EFOBANC : Ecole de Formation Bancaire
- EPA : Ecole Primaire de l'Amitié
- FOB :Free on Board
- ISC : Institut Supérieur de Commerce
- ISIG : Institut Supérieur d'Informatique et de Gestion
- ISDR/ GL : Institut Supérieur de Développement Rural des Grands Lacs
- OCC :Office Congolais de Contrôle
- OFIDA : Office des Douanes et Accises
- UNIC : Université du CEPROMAD
- TP : Travaux Pratiques
- TEFEP : Test de fin d'études primaires
- UAGO : Université Adventiste de Goma
- ULPGL : Université Libre des Pays des Grands Lacs

This document was created with Win2PDF available at <http://www.win2pdf.com>.
The unregistered version of Win2PDF is for evaluation or non-commercial use only.
This page will not be added after purchasing Win2PDF.